

LE PROBLÈME DOUANIER

DANS

L'EUROPE CENTRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mars 1932, à 2 heures

PAR

Jean HURMUZESCO

Président ; M. ALLIX, Professeur
Suffragants ; } MM. PERREAU, Professeur
TRUCHY, Professeur

PARIS
Imprimerie " COOPÉRATIVE ÉTOILE "
17, Rue de la Comète

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0010

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE PROBLÈME DOUANIER

DANS

L'EUROPE CENTRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Mars 1932, à 2 heures

PAR

Jean HURMUZESCO

Président ; M. ALLIX, Professeur

Suffragants ; } *MM. PERREAU, Professeur*
 TRUCHY, Professeur

PARIS

Imprimerie " COOPÉRATIVE ÉTOILE "

17, Rue de la Comète

1932

*26564.



INTRODUCTION

Le démembrement de l'ancien Empire Austro-Hongrois, la volonté des Etats successeurs de créer ou de développer une industrie nationale et la nécessité de la protéger contre la concurrence étrangère par des barrières douanières souvent très élevées, les rivalités de peuple à peuple, la mauvaise situation financière, la crise agricole mondiale, autant de questions qui posent les prémisses d'un problème douanier dans l'Europe Centrale.

• Avant la guerre, les pays placés sous la domination des Habsbourg, foncièrement différents au point de vue ethnographique, avaient pourtant réalisé une unité économique caractérisée. Il est compréhensible que, englobés dans un même périmètre douanier, leur développement agricole et industriel s'était fait suivant les aptitudes des diverses régions et en relation étroite avec le vaste marché constitué par la Double Monarchie.

L'après-guerre a amené la dislocation de ce marché et son partage entre sept Etats successeurs, chacun de ceux-ci se trouvant donc disposer d'un surplus exportable de produits agricoles ou industriels, mais privé du débouché naturel que formaient les autres parties de l'Autriche-Hongrie. En même temps on a vu s'affirmer les tendances des états à l'autarchie économique.

« A côté des grands centres traditionnels de l'industrie, se sont fondées de nouvelles entreprises dont l'existence n'est pas justifiée par la nécessité, mais par le désir morbide qu'a chaque état de se suffire à lui-même, se refusant à comprendre que le bien-être des peuples est conditionné par l'intensité des échanges internationaux (1) ».

Il est évident que le résultat de cette politique ne peut être qu'un renforcement des barrières douanières, seul moyen de rendre viables ces industries « de serre chaude ».

Par la suite, ce renforcement prend un caractère véritablement prohibitif quand on cherche à faire naître ou à développer les débouchés nationaux.

La protection engendre la protection ; on oppose aux tarifs douaniers élevés des tarifs douaniers encore plus élevés et on commence une guerre douanière d'autant plus onéreuse qu'elle est basée, non sur l'intérêt des pays, mais sur l'orgueil irréductible des nations.

Le comité économique de la Société des Nations est catégorique sur ce point :

« Elles (les barrières douanières), renchérissent la vie, diminuent la consommation des denrées, et tendent à encourager la production, même dans des contrées, qui, par leur conditions géographiques, géologiques, climatologiques et sociales sont les moins capables de produire à bon marché, alors que l'idéal serait de produire seulement dans des endroits où les conditions sont les plus favorables et de répartir les fonctions économiques sur la base es prix de revient ». (2).

(1) *Hejda Jiri.* — Le principe de libre échange et l'Europe Centrale. « L'Europe Centrale », N° du 22 Octobre 1927.

(2) *Société des Nations.* — Comité économique. — La Crise agricole, Genève 1931 Vol. 1 pge 54.

Cependant, un lien économique subsistait entre les Etats successeurs de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, lien créé par l'enchevêtrement des intérêts, le caractère complémentaire de la production de certains de ces Etats, et surtout par l'interdépendance technique que nécessite l'industrie moderne. Les négociateurs du traité de paix l'avaient compris et par les articles 223 du traité de Saint-Germain et 207 du traité de Trianon reconnaissaient aux Etats successeurs le droit de se consentir mutuellement des avantages commerciaux non-applicables aux tierces puissances, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Mais le souvenir de la guerre était encore trop proche, les passions trop vives, les rivalités entre anciens belligérants pas assez atténuées, pour qu'on puisse songer à s'accorder des concessions.

Même, quand le calme revint complètement, quand la confiance renaquit et que la reprise des transactions nécessita la conclusion de traités de commerce, les Etats successeurs n'essayèrent pas de se prévaloir des articles sus-nommés, mais signèrent des accords conçus sur le modèle courant, ne prévoyant aucun avantage préférentiel et s'appliquant automatiquement à tous les autres Etats qui bénéficiaient de la clause de la nation la plus favorisée.

Enfin, on a souvent essayé de remédier au déficit budgétaire par la création ou l'augmentation de droits de douane. Cette méthode qui paraît au premier abord pratique à cause de sa simplicité, va souvent à l'encontre de son but, car elle néglige les facteurs essentiels économiques et même psychologiques.

Les questions de change ont joué aussi un rôle important dans l'établissement des tarifs protecteurs, car on craignait aussi bien les importations des pays à change élevé que celles des pays à change déprécié. Un économiste hongrois, M. Hantos, y voit d'ailleurs la

cause principale du système prohibitif. Il démontre, en effet, que dans le cas des Etats à change élevé on redoute une trop grande exportation de capitaux pour payer des marchandises trop chères, tandis que dans le cas des Etats à change déprécié on redoute surtout le « Dumping », menaçant les industries nationales (1).

L'année 1930 voit apparaître une nouvelle politique douanière. Sous l'influence de la crise agricole mondiale les Etats agraires de l'Europe Centrale : La Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie, reprenant une idée chère à Naumann et à plusieurs auteurs allemands, essayent de constituer une « Mitteleuropa » économique par l'accord de tarifs préférentiels. Dans les conférences internationales de Bucarest, Sinaïa et Varsovie ils cherchent les moyens de se défendre contre la concurrence des Etats d'Outre-Mer et à s'assurer des débouchés sur les différents marchés constitués par les pays industriels de l'Europe Centrale qui, de leur côté, sont intéressés à l'exportation de leurs produits manufacturés dans ces mêmes pays agricoles.

Analysant la situation actuelle, le comité économique de la Société des Nations, voit dans le protectionisme un des facteurs les plus importants, sinon le plus important, de la crise agricole actuelle.

« Mais quelle que soit la hauteur des barrières douanières derrière lesquelles les marchés nationaux essaient de se retrancher, il est difficile d'isoler du reste du monde l'agriculture d'un pays ; il y a une récolte mondiale. Toutes les entraves qui apparaissent sur un marché donné, provoque l'afflux des expéditions vers un autre marché, qui submergé bientôt, se voit lui-même contraint d'augmenter ses tarifs pour maintenir

(1) *Elemer Hantos*. — La Politique Commerciale en Europe Centrale après la guerre. « Revue Economique Internationale » N° de Novembre 1930.

ses prix sur le marché intérieur ou pour restreindre ses importations ».

« Même lorsque les droits s'accroissent au delà de toutes les prévisions normales, jusqu'à doubler la pleine valeur des prix mondiaux, ils apparaissent insuffisants aux producteurs qui demandent d'autres garanties ».

« A côté du tarif douanier, « forme ingénue de la protection » tout l'arsenal du protectionnisme indirect est utilisé. La protection par les tarifs douaniers s'accompagne de mesures qui d'abord accessoires, passent ensuite au premier plan » (1).

Examinant plus loin le système des primes à l'exportation instauré par certains Etats, il arrive aux conclusions suivantes :

« Les prix à l'intérieur s'élèvent quelque temps sous l'effet des primes ; il s'ensuit un accroissement de la production qui entraîne une baisse des prix et ramène au point de départ. Finalement les primes d'exportation provoquent une baisse égale des prix sur le marché mondial, annulent l'influence des droits de douane et finissent par accroître l'intensité de la crise ».

« Contrairement aux vues qui avaient inspiré les primes d'exportation, on désorganise complètement un marché déjà saturé ; en fin de compte on aggrave la situation en éternisant par des mesures de désespoir un système irrationnel de protection » (2).

Ce tableau assez sombre des questions agitant l'Europe Centrale, les unes communes au monde entier, d'autres spécifiques à ces pays seulement, nous permet de mesurer la gravité et l'étendu du problème douanier.

(1) *Société des Nations*. — Comité économique. — La Crise Agricole, Genève 1931. Vol. 1 pge 20.

(2) Op. cit. pge 21.

L'égoïsme impénitent des producteurs exige une protection douanière d'autant plus forte qu'elle s'avère inefficace, et mène l'Europe à grands pas vers une catastrophe économique.

Les solutions ne manquent pas. Avant de les examiner dans la seconde partie de cet ouvrage nous croyons nécessaire de passer en revue, dans la première partie les différents régimes douaniers de l'Europe Centrale avec leur évolution de 1918 jusqu'à nos jours.

PREMIERE PARTIE

LES DIFFERENTS REGIMES DOUANIER DE L'EUROPE CENTRALE

L'Europe Centrale comprend sept pays, dont six sont les successeurs de l'ancien Empire Austro-Hongrois. De ces six, trois apparaissent comme ses héritiers directs, leur territoire ayant été découpé entièrement à l'intérieur des frontières de la Double Monarchie : se sont l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Deux autres se sont agrandis englobant des provinces comprises dans ses frontières : la Roumanie et la Yougoslavie ; et enfin le sixième la Pologne, déjà agrandie de la Silésie et de la Posnanie allemande, a vu par la Galicie se compléter son unité nationale.

L'Allemagne seule, a survécu à la tourmente, sans changement fondamentaux de son territoire.

Imbus de protectionnisme, séparés par des barrières douanières élevées, pratiquant une politique commerciale de « vase clos » ces pays ont subordonné leur vie économique aux intérêts politiques. Ces méthodes dont la crise actuelle prouve d'une façon éclatante la faillite, nous allons les examiner dans leurs exposants les plus caractéristiques : *Les régimes douaniers.*

I

ALLEMAGNE

L'Etat qui a joué, et continue à le faire, un rôle de premier ordre dans l'Europe Centrale, tant par sa position géographique que par son développement industriel et commercial, est certainement l'Allemagne. Devenue une puissance industrielle vers la fin du siècle dernier, sa préoccupation constante a été de s'assurer des débouchés pour ses produits manufacturés ; en même temps l'accroissement de sa population la forçait à importer des denrées alimentaires. Toutefois, pour des raisons politiques ou sociales, les gouvernements allemands ont entendu défendre la production agricole de leur pays en établissant des barrières douanières en conséquence.

Dans ses lignes générales, le tarif douanier de l'Allemagne, n'a pas subi de modifications profondes depuis la loi d'Empire du 25 décembre 1902.

Il comporte une colonne de droits votés par le Reichstag et applicables à toutes les marchandises, indépendamment de leur provenance, mais qui sont réductibles par des conventions commerciales. On s'explique la facture de ce tarif en examinant son double but : d'un côté offrir aux industries nationales une protection efficace et, d'un autre, constituer un moyen de négociations pour ouvrir de nouveaux débouchés aux mêmes industries.

Les articles 264 à 267 du traité de Versailles obligeaient l'Allemagne à consentir aux Alliés la clause de

la nation la plus favorisée, ainsi que certaines consolidations de postes pendant cinq ans, sans aucune garantie de réciprocité. Elle défendit son marché intérieur pendant ce laps de temps à coups de prohibitions d'entrée ainsi que par des exportations massives qu'elle pouvait se permettre grâce aux prestations en nature et à l'effondrement de la monnaie nationale.

Le 2 décembre 1924 elle signe un accord bi-latéral avec l'Angleterre qui lui concède la clause de la nation la plus favorisée. En prévision des futures négociations, elle avait préparé la révision de son tarif douanier par la loi du 17 août 1922, mise en vigueur le 1^{er} octobre 1925.

Poursuivant le système de spécifications qui lui avait permis d'éluder l'article XI du traité de Francfort, elle conclut avec la Norvège le 11 avril 1925, un accord qui, entre autres, prévoyait une réduction de droits pour les poissons conservés en boîte qui, « de leur vivant ne dépassent pas 16 centimètres de longueur ».

Le 31 octobre 1925 elle signe avec le royaume d'Italie un accord commercial et de navigation, prévoyant des réductions en faveur des produits agricoles italiens, pour lesquels, en général, le sol allemand est impropre, ainsi que pour les soieries, chapeaux, magnétos, etc...

Le 10 janvier 1925 les articles 264 à 267 du traité de Versailles cessant de s'appliquer, la France et l'Allemagne ne s'étant pas mises d'accord les deux pays « s'appliquèrent leur régime de droit commun, c'est-à-dire, leur tarif le plus élevé au plus grand préjudice de leur commerce respectif » (1).

La France voulait réformer son tarif. Le Parlement

(1) *Edgar Allix*. — Cours de science financière 1928-1929 page 105.

tardant à voter cette réforme, on signa des accords partiels et limités le 12 février et le 8 avril 1926, s'appliquant aux produits agricoles et saisonniers et connus sous le nom *d'accords des primeurs*. Un troisième accord du 5 août 1926 d'une portée plus vaste, faisait bénéficier l'Allemagne, de facto, du traitement de la nation la plus favorisée, appliquant le tarif minimum à certains de ses produits. Il fut renouvelé le 16 février 1927 jusqu'au 31 mai de la même année. Enfin, le 31 mars 1927 une nouvelle convention est signée prévoyant une extension du tarif minimum français à de nouveaux produits allemands qui sont contingentés. En échange, les vins de tables français obtenaient le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, jusqu'à concurrence de 65.000 quintaux.

Le 1^{er} juillet 1927 ces accords expirant, une rupture se produisit qui fut heureusement de courte durée. En effet, le 17 août 1927 fut signé l'accord franco-allemand, dont les dispositions essentielles sont les suivantes :

1° la France obtient l'octroi du tarif conventionnel institué en faveur des autres pays, avec des consolidations et même des réductions de droits pour ses produits agricoles, ses vins, ses articles d'industries textiles, de la chaussure, de la parfumerie, etc...

2° Les produits allemands sont partagés en trois catégories :

A) Une première catégorie, bénéficiant du tarif minimum français et qui comprend le bétail, un grand nombre de produits naturels, quelques produits chimiques, etc., et qui forment la liste A.

B) Une seconde catégorie bénéficiant du tarif français minimum relevé par le gouvernement en vertu de la loi du 13 juillet 1927, et comprenant les produits des industries mécaniques et chimiques, c'est-à-dire les ar-

tibles les plus importants de l'exportation allemande et qui forment la liste B.

C) Une troisième catégorie enfin bénéficiant de coefficients de réduction sur le tarif général français, comprenant les chaussures, dentelles et broderies, métaux, poteries, etc..., et qui forment la liste C.

Les droits accordés aux produits de la liste B et pour quelques-uns de la liste A, sont consolidés, ne pouvant être modifiés pendant la durée de l'accord que si l'indice officiel des prix de gros marque une différence de plus de 20 0/0 par rapport à l'indice de juillet 1927.

L'importance de cet accord qui joue un grand rôle dans l'orientation nouvelle donnée à la politique commerciale française, n'est plus à démontrer.

M. E. Allix parlant de lui, dit notamment: « L'accord franco-allemand du 17 août 1927 est un acte extrêmement important ; on a même pu dire que c'était un des événements les plus importants de notre histoire économique d'après-guerre, et ce jugement n'est pas exagéré » (1).

Et plus loin :

« L'accord accuse une tendance très nette au désarmement douanier, en réaction contre la poussée protectionniste des années précédentes. Il remet en honneur la clause de la nation la plus favorisée » (2).

Le 22 novembre 1927 l'Allemagne signe avec la Pologne un accord provisoire, entré en vigueur le 26 du même mois et admettant à l'importation un contingent déterminé de bois polonais pour la période qui va du 1^{er} décembre 1927 au 30 novembre 1928. Cet accord provisoire qui fixait aussi les droits sur le bois à l'exportation de Pologne et à l'importation en Allemagne, ne fut

(1) Op. cit. pge 111.

(2) Op. cit. pge 111.

pas renouvelé. Il ne représente donc qu'un instant de répit dans la longue guerre douanière qui dressa l'un contre l'autre les deux Etats. Ceux-ci après de nombreuses et infructueuses tentatives d'entente, viennent enfin de signer le 17 mars 1930 un accord commercial, qui fixe des contingents pour deux catégories importantes de la production polonaise. Ces contingents sont de 200.000 porcs par an et 320.000 tonnes de charbon par mois, les deux catégories pouvant bénéficier d'une progression annuelle de 75.000 unités chacune.

Une différenciation est faite, en outre, entre l'importation terrestre et celle maritime en ce qui concerne la viande de porc. L'accord, malheureusement, ne donna aucune satisfaction à aucune partie et dès sa mise en vigueur fut en but aux attaques tant allemandes que polonaises.

Enfin, au mois de juin 1931, l'Allemagne signe avec la Roumanie une convention commerciale. Cette convention a une importance considérable par le fait qu'elle est conclue sur la base de tarifs préférentiels. En effet, la Roumanie bénéficie d'une réduction du tarif allemand pour l'exportation de son maïs et de l'orge, respectivement de 60 % et 50 %. Les quantités ne sont par contingentées mais la réduction tarifaire est toutefois extensible à la Bulgarie, la Hongrie et la Yougoslavie. La Roumanie a obtenu aussi des conditions avantageuses pour l'importation en Allemagne de bêtes à cornes et de porcs dont les contingents annuels sont de 7.000 bœufs de Transylvanie et du Banat et de 80.000 porcs au maximum. Les avantages consistent en une simplification des formalités vétérinaires, et pour les bœufs, dans une réduction de droits de 1/3. De plus, on permet le transit des bestiaux roumains à travers le Reich vers les pays nord-européens et la France.

En outre, 520 wagons de beurre roumain bénéficient annuellement d'un tarif plus réduit, dont jouis-

sent déjà certains pays. M. Manoïlesco a déclaré qu'en échange de ces avantages la Roumanie a consentie des réductions de droits concernant principalement des articles qui ne sont pas fabriqués dans le pays. Ces réductions ne sont pas préférentielles (1).

Pour que cette convention entre en vigueur il faut que tous les Etats ayant des accords commerciaux avec l'Allemagne, jouissant du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée et qui sont intéressés par ces réductions consenties à la Roumanie donnent leur acceptation. Plusieurs l'ont déjà fait, notamment la Tchécoslovaquie qui est elle-même en train de négocier avec l'Allemagne pour obtenir des avantages préférentiels. Nous verrons plus loin quelle est l'attitude des états d'Outre-Atlantique en face de ce problème.

En résumé, le tarif douanier allemand est fortement protectionniste pour les produits alimentaires. En 1927 sur la plainte des milieux agrairiens, qui prétendaient être sacrifiés à l'industrie, le Gouvernement a majoré les droits de douane sur les pommes de terre (de 100 %), le sucre (de 50 %) et la viande de porc (de 50 %). Les lois du 29 décembre 1929 et 16 avril 1930 procèdent à une nouvelle majoration des droits de douane concernant le bétail bovin, le blé, l'orge, le seigle, l'avoine, les articles de boulangerie, les betteraves, le sucre (augmentation des droits sous la forme d'une « sliding scale »), les pommes de terre tardives, les volailles, les œufs, le suif, l'amidon, les vins, etc...

« Pour justifier cette infraction au principe de l'abaissement graduel des tarifs douaniers, préconisé par l'Allemagne, on a fait valoir les réparations, obli-

(1) Voir « L'Esprit International », N° du 1^{er} octobre 1931, page 655. Les Relations Germano-roumaines et le supplément n° 874 de la « Société d'Etude et d'Information Economique » : Convention de commerce avec l'Allemagne.

geant l'Allemagne à compenser tout son bilan commercial déficitaire, afin de pouvoir faire face à ses obligations internationales. Etant donné la difficulté de réaliser des économies à l'importation des matières premières, la possibilité de restreindre les importations au moyen d'un accroissement de la production autochtone ne réside qu'au domaine des produits alimentaires, catégorie qui occupe le second rang dans l'échelle des importations » (1).

Cette explication est certainement exacte. Mais la cause principale de la protection accordée à l'agriculture réside dans « le souci politique de soutenir la grande propriété de l'Est allemand, qui est incapable par elle-même de soutenir une concurrence quelle qu'elle soit » (2).

Il est, d'ailleurs, juste de dire que cette protection est mitigée par des accords commerciaux, conclus en vue d'obtenir des matières premières et pour ouvrir de nouveaux débouchés aux produits manufacturés, qui bénéficient d'une protection modérée.

Ces tendances ressortent clairement du tableau ci-dessous que nous avons pris dans le numéro de décembre 1930 de la revue « *Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel Deutschlands* ».

(1) *Elemer Hantos*. — La Politique commerciale en Europe Centrale après la guerre. « *Revue Economique Internationale* », n° de novembre 1930.

(2) *Henry Laufenburger*. — La vie économique en Allemagne. « *Revue d'Economie Politique* », année 1930, pge 1214.

IMPORTATIONS
en milliers de Reichs Marks

	1929	%	1930	%
I. - Animaux vivants ...	149.724	1,1	118.242	1,1
II. - Produits alimentaires	3.822.715	28,4	2.968.991	28,6
III. - Matières premières et demi fabrication ..	7.205.057	53,6	6.508.114	53,0
IV. - Produits finis	2.269.297	16,9	1.797.702	17,
TOTAL	13.446.793	100,0	10.393.149	100,0

EXPORTATIONS
en milliers de Reichs Marks

	1929	%	1930	%
I. - Animaux vivants ...	21.184	0,1	68.609	0,6
II. - Produits alimentaires	681.355	5,4	473.852	4,2
III. - Matières premières et demi fabrication ..	1.520.439	20,0	2257.440	20,0
IV. - Produits finis	9.440.356	74,5	8528.343	75,2
TOTAL	12.663.356	100,0	11.328.244	100,0

On remarque que les importations ont fortement diminué en 1930, mais sans influencer la répartition proportionnelle entre les divers groupes, dont le plus important est formé par les matières premières et les pro-

(1) *Paul de Csikay*. — L'Europe Centrale Economique et Sociale. F. Alcan, Paris 1931, pge 33.

(2) *Ernest Lemonon*. — La Nouvelle Europe Centrale et son bilan économique (1919-1930), Alcan, Paris 1931, pge 70.

duits demi-fabriqués plus de 50 % du total des importations): Quant aux exportations, elles marquent pour l'année 1930 un léger recul, sauf pour les animaux vivants. Même remarque que plus haut quant aux pourcentages, le groupe de loin le plus important étant formé par les produits finis (environ 75 % du total des exportations).

II

AUTRICHE

L'Autriche a pris, après la guerre, comme base de son tarif douanier l'ancien tarif de l'Empire Austro-Hongrois, dont les droits étaient appliqués, pour la grande majorité des articles, avec le coefficient 10.000, ce qui revenait à environ le 2/3 du montant or. La cause de cette modération M. Elemer Hantos, le distingue économiste hongrois, la voit dans la position de l'Autriche qui, obligée de tirer de « l'étranger les deux tiers des denrées alimentaires indispensables et presque toutes les matières premières — le fer excepté — ne peut compenser le déficit de sa balance commerciale fortement passive, que par des postes fortement actifs de la balance des paiements. Elle a cherché de créer de tels postes par des services, des frais de transport, l'afflux des étrangers et les bénéfices bancaires. Son rôle d'intermédiaire l'a poussé sur la voie d'une liberté de commerce absolue, de l'abolition de toutes les barrières techniques qui entravaient le trafic, de l'élimination de toute bureaucratie, de la suppression de presque toutes les prohibitions d'importation et d'exportation... Et de cette orientation vers la politique du libre-échange, non seulement le commerce, mais encore l'industrie, ont largement bénéficié » (1).

(1) *Elemer Hantos*. — La politique commerciale en Europe Centrale après la guerre. « *Revue Economique Internationale* », n° de novembre 1930.

Ce tarif fut complété et mis à jour par la loi du 5 septembre 1924, qui institue, il est vrai, des droits plus élevés, mais sans influencer d'une façon sensible la situation existante. Différentes modifications furent apportées ultérieurement par les lois du 18 mars 1926, 27 octobre 1927, 3 décembre 1928 et juin 1930. Elles avaient pour but de relever la protection pour certains postes, notamment pour l'agriculture et le bétail — la farine, le gros bétail, les porcs gras, le beurre (1927) ; articles agraires (1930) —, mais de multiples postes industriels en ont aussi bénéficié.

Le tarif douanier autrichien accorde une protection modérée à l'industrie nationale fortement développée, tout en tenant compte des désirs légitimes du commerce. La production agricole étant insuffisante pour la nourriture de la population, les droits d'entrée sur les céréales et, en général, sur toutes les denrées alimentaires sont très réduits, malgré la résistance des producteurs autochtones. De même les industries ont besoin de combustible et de matières premières qu'elles tiraient, avant la guerre, des autres parties de l'Empire, rendues indépendantes depuis et séparées par des barrières douanières plus ou moins élevée. Tout cela explique pourquoi les tarifs autrichiens sont plus réduits que ceux des Etats environnants.

La Chambre de Commerce de Vienne, dans son mémoire adresse à la Conférence économique européenne de 1927, évaluait l'incidence du tarif autrichien, pour 15 principaux groupes d'articles, à 19,2 %, contre 36,4 % pour le tarif tchécoslovaque, 31,1 % pour le tarif hongrois, 98,4 % pour le tarif roumain, 43,3 % pour le tarif polonais et 34,8 % pour le tarif yougoslave.

Il est évident que ces chiffres ne sont pas absolus, les méthodes employées pour les obtenir étant entachées de défauts inhérents. Ils peuvent nous permettre cependant de nous faire une idée relative quant au taux

moyen des droits de douane de ces différents Etats.

Pourtant depuis 1926, par les lois que nous avons citées plus haut, l'Autriche « a entrepris une réforme de sa politique douanière, qu'elle oriente désormais vers le protectionnisme » (1). Elle veut restreindre ses importations et réserver le marché intérieur à la production nationale, au risque même de priver celle-ci de quelques débouchés étrangers. Pour obtenir ces résultats elle a modifié les traités de commerce qu'elle avait signé avec ses principaux fournisseurs, c'est-à-dire : *la France*, accord commercial du 16 mai 1928 ; *la Tchécoslovaquie*, accord additionnel au traité de commerce ; signé le 21 juillet 1927, entré en vigueur provisoirement le 10 août 1927. Il contient des réductions de droits sur 103 postes du tarif tchèque et sur 130 postes du tarif autrichien ; *la Hongrie*, accord additionnel du 2 avril 1926, protocole complémentaire du 10 mai 1928 (par lequel l'Autriche obtenait de maintenir une certaine protection douanière pour sa farine, ce qui constituait la principale difficulté entre les deux pays, moyennant des concessions sur quelques produits industriels), et enfin accord du 16 juin 1930 pour le régime d'importation des céréales ; *la Yougoslavie*, avenant du 9 juillet 1928.

Une des causes de cette nouvelle orientation de la politique douanière autrichienne peut se trouver dans un mouvement de l'opinion publique. Mais la cause profonde, qui a d'ailleurs déclenché ce mouvement d'opinion, réside dans le développement de l'esprit protectionniste dans les pays limitrophes, ce qui a eu comme

(1) « Bulletin Quotidien », n° du 1^{er} mai 1929. Le commerce extérieur de l'Autriche en 1928.

résultats de créer des difficultés à l'expansion économique normale de l'Autriche.

Déjà, en 1925, MM. Layton et Rist, dans leur rapport adressé au Conseil de la Société des Nations, qui les avait chargé d'une enquête sur la situation économique de l'Autriche, déclaraient :

« La question de savoir si l'Autriche pourra trouver des débouchés nécessaires, dépend en partie de sa propre productivité, mais bien plus encore de la politique douanière des pays avec lesquels elle est obligée d'échanger des produits ».

Ces pays dont parlent MM. Layton et Rist sont les Etats successeurs. Quant aux difficultés rencontrées par le commerce autrichien, elles ressortent clairement des chiffres, qui montrent la décroissance constante de celui-ci avec les pays sus-cités.

Voilà pour l'année 1929, en quoi consiste le commerce autrichien: (1).

(Chiffres en milliers de Shillings)

	Importations	%	Exportations	%
I. - Animaux vivants. . .	258.721	77,9	19.409	0,9
II. - Produits alimentaires	710.052	21,8	44.140	2,1
III. - Matières premières et demi fabrication . .	996.020	30,6	483.413	22,3
IV. - Produits finis	1.290.287	39,7	1.626.509	74,7
TOTAL	3.255.080	100,0	2.173.399	100,0

(1) Voir le Memorandum sur le Commerce International sur les balances de paiements 1927-1929. Vol. III publié par la Section Economique et Financière de la S.D.N., Genève 1931.

D'une manière générale nous remarquons que le commerce autrichien est dirigé vers les échanges de produits manufacturés. En effet, le groupe des produits finis est le plus important et forme 39,7 % du total des importations et 74,7 % du total des exportations. C'est d'ailleurs le seul groupe qui présente un excédent, les trois autres : animaux vivants, produits alimentaires et matières premières et demi-fabrication étant déficitaires.

Il est intéressant de remarquer quels sont les Etats qui profitent des diminutions que nous avons signalées plus haut dans les transactions entre l'Autriche et les Etats successeurs. La « Neue Zürcher Zeitung », dans son numéro du 20 décembre 1928, cite au premier rang l'Allemagne qui accapare 20 % environ du commerce extérieur autrichien : en second lieu, les pays d'Outre-Mer occupent une place de plus en plus importante dans ce commerce. Représentant déjà 26 % de son total, ils ont réussi à dépasser la Tchécoslovaquie, qui de tous les Etats successeurs entretient avec l'Autriche les relations commerciales les plus actives ; ce pourcentage va d'ailleurs sans cesse en augmentant.

III

HONGRIE

Fortement éprouvée par la guerre et par la révolution communiste qui lui a fait suite, la Hongrie applique pendant la période qui va de 1919 à 1925 l'ancien tarif douanier autonome, « avec des surtaxes de montant inégal et graduées qui, pour les produits de l'industrie et les articles non indispensables, atteignaient la parité-or intégrale » (1).

Avant de se donner un nouveau tarif, elle attendait d'être complètement libérée des clauses que lui imposaient les articles 200 à 203 du traité de Trianon. Mise à l'étude dès 1922, la nouvelle loi douanière fut votée le 29 juillet 1924 et mise en application à partir du 1^{er} janvier 1925. A cette date presque toutes les restrictions apportées à l'importation (système des prohibitions) disparaissent. Le nouveau tarif est dominé par l'idée de « recourir à une protection douanière efficace, comme facteur de développement de l'industrie » (2). Mais comme la Hongrie est surtout un pays agricole, les droits sur les produits agricoles sont plus élevés. En plus sont importées en franchise de douane toutes les matières premières ainsi que les divers articles pouvant servir aux industries protégées. Tels sont, par exemple, les minéraux, les minerais de toutes sortes, les engrais artificiels, les traverses de chemin de fer, les machines pour les industries textiles, etc...

(1) *Elemer Hantos*. — La politique commerciale en Europe Centrale après la guerre. « *Revue Economique Internationale* », n° de novembre 1930.

(2) *Op. cit.*

La politique douanière s'inspire du système allemand; elle comporte donc un tarif unique, voté par les chambres, dont les droits sont réductibles par voie de convention. Toute l'attention se porte donc sur les accords commerciaux, dont les principaux ont été signés avec :

La Tchécoslovaquie, traité de commerce du 31 mai 1927, entré en vigueur le 8 août de la même année. Fondé sur le traitement de la nation la plus favorisée, il contenait des réductions de droits sur 78 postes du tarif tchèque et sur 198 postes du tarif hongrois ; il fut dénoncé ; *la France*, convention commerciale du 31 octobre 1929 et deux avenant du 18 décembre 1926 et du 21 décembre 1929 ; *l'Autriche* (voir page 27) et *l'Italie*, traité de commerce du 4 juillet 1928. Les réductions portent principalement sur les bois, les textiles, les pommes, les automobiles, les magnétos, les pneumatiques, certains produits céramiques, etc...

Avant la guerre, la Hongrie était le grenier de l'Empire Austro-Hongrois, exportant dans les diverses parties de celui-ci les 3/4 de sa production et absorbant en échange les 3/4 des produits manufacturés. Aujourd'hui elle éprouve de grandes difficultés pour l'écoulement des produits de ses cultures et plus encore pour les produits de ses industries agricoles. La meunerie qui est une industrie locale importante, traverse une crise grave, due aux droits différentiels sur la farine, appliqués par les pays limitrophes (1). Cette crise frappe aussi les industries de la viande, des conserves, du salami, des huiles végétales, de la bière et du vin, pour lesquels les barrières douanières sont véritablement prohibitionnistes.

(1) *Bulletin Quotidien*, n° du 2 juillet 1927. — Les principaux états devant les problèmes de la Conférence économique.

La situation est encore aggravée par la mauvaise répartition des propriétés rurales hongroises, dont la majeure partie se trouve entre les mains des grands propriétaires fonciers, ou de la main morte, qui manquent de capitaux ou sont absentéistes. En effet, les grandes propriétés de plus de 500 hectares de terre arable, représentant que la petite propriété de 2 à 5 hectares ne représentent 17 % et celles entre 300 et 500 hectares 23 %, présente que 10,3 % (1).

Les traités de Paix ont laissé à la Hongrie 50 % de ses usines métallurgiques, occupant 60.000 ouvriers et 800 employés, concentrées pour la plupart à Budapest ou dans les environs. Mais, par contre, il lui ont enlevé 83,1 % de ses gisements de fer. Les obstacles de toutes sortes, empêchant les relations normales avec les voisins ont même obligé, un moment, la Hongrie à chercher le coke et les minerais nécessaires à l'alimentation de ses hauts fourneaux, jusqu'en Angleterre et en Hollande.

L'industrie textile qui était en plein développement au moment de la guerre, n'en a pas trop souffert. Un grand nombre de fabriques nouvelles ont été installées. Les importations de tissus de coton et de laine diminuent chaque année (2).

« Le Budapesti Hirlap » passant en revue les efforts fait pour remédier à la crise des débouchés par la conclusion des accords commerciaux, écrivait dans son numéro du 19 mars 1927 :

« Les concessions qu'avait dû faire la Hongrie pour obtenir ce qui lui avait été accordé, étaient la preuve de sa loyale bonne volonté pour effacer les suites de la guerre et rétablir en Europe Centrale un ordre économique normal ».

Espérons que l'avenir le prouvera.

(1) *Paul de Csikay*. — L'Europe Centrale Economique et Sociale. F. Alcan, Paris 1931, pge 33.

(2) *Ernest Lemonon*. — La Nouvelle Europe Centrale et son bilan économique (1919-1930), Alcan, Paris 1931, pge 70.

IV

POLOGNE

Au lendemain de la guerre, la Pologne voit son unité réalisée et son indépendance reconnue. Son premier tarif douanier n'est autre que celui de l'Ancien Empire Russe, mais la protection de celui-ci étant jugée insuffisante, elle multiplie les droits par des coefficients très élevés, et institue une série de prohibitions à l'entrée et à la sortie, qui ne font qu'aggraver les relations avec ses voisins. Le 27 juin 1924 elle se donne un nouveau tarif douanier qui est mis en vigueur le 1^{er} juillet de la même année. Se basant sur celui-ci, elle signe plusieurs accords, notamment avec *la Suède*, traité de commerce et de navigation du 2 décembre 1924 ; et *la France*, convention commerciale du 9 décembre 1924. Malgré les droits très élevés prévus par ce tarif, la mauvaise situation financière, accrue par la chute de la nouvelle monnaie, le zloty, oblige le gouvernement à majorer brusquement ces droits en mai 1925. Quelques jours avant, le 23 avril 1925, la Pologne venait de signer avec la Tchécoslovaquie une convention commerciale, prévoyant de nombreuses dérogations aux prohibitions instituées par la Pologne, et réservant le bénéfice exclusif de ces dérogations, aux seuls produits tchécoslovaques d'ailleurs contingentés. Ce timide essai de tarif préférentiel n'eut aucun résultat, la Pologne étant obligée de consentir par des accords spéciaux, les mêmes avantages aux autres états (France, protocole additionnel du 7 juillet 1928).

La dépréciation du zloty atteignant 72 %, un dé-

cret du Conseil des Ministres du 13 février 1928, entré en vigueur le 15 mars de la même année, a effectué une revalorisation des droits de douane. Ce décret répartit les marchandises en trois catégories, chaque catégorie bénéficiant d'un pourcentage spécial d'augmentation des droits.

Ces trois catégories sont les suivantes:

1° Marchandises de luxe. Coefficient 72 %.

2° Produits alimentaires et matières premières. Cette catégorie comprenant toutes les marchandises que la Pologne exporte, celles-ci ne sont frappées d'aucun pourcentage. Les droits sont maintenus, mais ils sont payés avec la nouvelle unité monétaire établie par l'arrêté du 13 octobre du Président de la République, arrêté visant la stabilisation du zloty.

3° Les autres marchandises non comprises dans les deux catégories précédentes. Le pourcentage pour celles-ci est fixé à 30.

Une disposition du conseil des ministres du 14 février 1928 et en vigueur depuis le 16 mars, donne une nouvelle réglementation aux prohibitions d'importation, dont plusieurs sont abrogées et quelques nouvelles introduites.

Enfin, par une disposition du Ministre des Finances de février 1928, on modifie l'application des droits *maxima* aux marchandises des Etats n'ayant aucune convention commerciale avec la Pologne. La principale modification introduite consiste dans le fait que l'application de ces droits peut être suspendue temporairement vis-à-vis des Etats qui ont engagé des négociations avec la Pologne en vue de conclure un accord commercial.

Les articles 264 à 267 du traité de Versailles cessant de jouer à partir du 10 janvier 1925, une guerre douanière des plus violentes commença entre la Pologne et l'Allemagne. Elle ne prit fin, après de longs pourpar-

lers pendant lesquels la Pologne révisa (en 1928) son tarif, que le 17 mars 1930, quand fut signé l'accord commercial Germano-Polonais dont nous avons parlé plus haut (1). Le principal effet de cette guerre douanière fut le développement inusité pris par les relations austro-polonaises. En effet, profitant de cette circonstance qui empêchait l'exécution normale des transactions entre la Pologne et l'Allemagne, l'Autriche a pris comme client et comme fournisseur la place de cette dernière, achetant des céréales et vendant des produits manufacturés, pour lesquels elle n'avait plus à craindre la concurrence allemande.

Enfin, la Pologne signe le 25 juillet 1930 une convention commerciale avec la Roumanie, prévoyant le traitement de la nation la plus favorisée.

Elle n'a pourtant pas complètement abandonné son ancienne idée de tarif préférentiel. La conférence de Varsovie en est la preuve. Quant aux résultats nous les verrons plus loin.

Le commerce Polonais pour l'année 1929 se présente de a façon suivante (2) :

Les chiffres sont en milliers de zloty

	Importations	%	Exportations	%
I. - Animaux vivants . . .	4.935	0,2	234.977	8,0
II. - Produits alimentaires	379.977	12,2	715.418	25,4
III. - Matières premières et demi fabrication . .	1.293.755	41,8	1.321.135	47,0
IV. - Produits finis	1.426.315	45,8	551.830	19,6
TOTAL	3.110.982	100,0	2.718.360	100,0

(1) Voir l'Allemagne pge 108.

(2) Voir le Mémorandum sur le Commerce International et sur les balances de paiements 1927-1929, Genève 1931, vol. 111.

V

ROUMANIE

La nouvelle structure économique du pays ainsi que les conditions de l'après-guerre rendent impropre l'application de l'ancien tarif douanier, qui date de 1906 (tarif Costinesco).

Deux séries de faits exigent sa modification :

1° La dépréciation continuelle de la monnaie nationale, qui atteint, en 1920, un dixième de sa valeur or, 1/17 en 1921, 1/30 en 1922, 1/40 en 1923-24 et même plus, nécessitait une adaptation des taxes douanières aux variations de la valeur de la marchandise.

2° Les nouvelles industries qui n'existaient pas dans l'ancien royaume, comme la grande industrie métallurgique, l'industrie chimique, l'industrie de la céramique et des vases émaillés, l'industrie des couteaux, celles des courroies de transmission, celle des chapeaux de feutre, celle des meubles en bois et d'autres, réclamaient une protection égale à celle dont bénéficiaient les industries de l'ancienne Roumanie. Pour cela il fallait compléter la nomenclature douanière.

Le nouveau régime douanier est fixé par la loi du 26 août 1920, réglementant l'exportation, par la loi du 6 octobre 1920 par laquelle le Parlement renonçant à son droit le légiférer en matières de tarifs, accordait au Gouvernement le droit d'instituer des taxes à l'importation et à l'exportation ainsi que celui d'élever, d'abaisser ou de créer de nouvelles taxes à l'importa-

tion, au-dessus, au-dessous et en dehors du tarif général des douanes et enfin, par le décret-loi n° 3583 du 23 juillet 1921 (1).

Une première modification du tarif avait déjà eu lieu le 20 avril 1920. On essayait de remédier à la dépréciation du change en multipliant les taxes de l'ancien tarif par le coefficient 5.

Une seconde modification intervient le 1^{er} juillet 1921, essayant de restreindre l'importation, la balance commerciale accusant en 1919 un passif de un milliard lei-or, somme à laquelle s'ajoute les passifs des années 1920 et 1921, qui sont respectivement de 325 et 225 millions lei-or (2). Le nouveau tarif s'efforce aussi de protéger les industries métallurgiques, chimiques, céramiques et textiles, ainsi que celles du bois, du ciment et des cuirs.

La monnaie nationale continuant à se déprécier, un nouveau tarif, du 22 juillet 1924, fixe des taxes douanières en or. Il se composait de deux colonnes. Le tarif *minimum* était appliqué sans distinction de provenance de la marchandise, à la seule condition que les produits roumains ne soient pas spécialement taxés dans le pays d'origine. Le tarif *maximum*, consistant dans une majoration de 300 % des taxes douanières, était appliqué aux pays où les marchandises roumaines subissaient un traitement plus défavorable que celles des autres Etats. D'autre part, comme le gouvernement roumain se refusait à diminuer sous aucun prétexte le tarif minimum, il est évident que les accords commerciaux étaient rares.

(1) Toutes ces dates, ainsi que la plupart de celles ayant trait à la Roumanie, nous ont été fournies par l'exposé de motifs de la loi du tarif douanier 1929 publié par la « Correspondance Economique Roumaine ». Bulletin Officiel du Ministère de l'Industrie et du Commerce, n°s 4-5, juillet-octobre 1929, page 6.

(2) Op. cit. page 8.

L'ancienne nomenclature s'avérant insuffisante, on procède à une révision progressive du tarif, en commençant par les deux catégories les plus importantes : la métallurgie et les textiles. Par décret royal du 26 mars 1926 on applique les nouvelles taxes pour ces deux catégories, qui subissent une spécification très détaillée, passant, la métallurgie, de 194 articles à 461 et les textiles de 162 articles à 249. L'écart entre les tarifs maximum et minimum est réduit de 300 à 200 %.

Le Gouvernement suivant, considérant les taxes métallurgiques et textiles comme trop élevées, procède à leur modification provisoire en leur appliquant une réduction arithmétique.

Enfin un nouveau tarif, du 10 avril 1927, vise à satisfaire les deux conditions suivantes : adaptation à la nouvelle structure économique et concordance avec la marche nationale et mondiale. La première condition est remplie, la nomenclature passant de 854 articles de l'ancien tarif, plus 354 de la métallurgie et des textiles, institués en 1926, soit au total 1208 articles, à 1893 articles. Malheureusement le maintien d'un tarif minimum irréductible empêche toute conclusion de nouveaux accords.

« Des conventions commerciales ne pouvaient pas être conclues sur la base du tarif actuel, non seulement parcequ'il ne présentait pas une garantie de stabilité indispensable, mais également parce que le niveau des taxes et leur qualification de taxes minimas irréductibles, faisaient qu'il manquait de l'élasticité nécessaire pour les négociations avec les pays étrangers » (1).

Toutes ces considérations incitent le gouvernement roumain à étudier un nouveau tarif, qui sanctionné par un décret royal du 29 juillet 1929, ne fut mis en vigueur

(1) Op. cit. page 13.

que le 1^{er} septembre 1930. Les articles du nouveau tarif sont repartis en deux grandes catégories :

1° La première catégorie comprend tous les droits minima irréductibles, établis pour des produits fabriqués en Roumanie, et que le tarif entend protéger contre la concurrence étrangère. Ces droits sont déclarés *irréductibles*.

2° La seconde catégorie comprenant tous les autres articles, forme le tarif général. Les droits de ce tarif sont réductibles par voie de négociations.

La Roumanie adopte donc un système original, résultant de la combinaison des systèmes français et allemand.

« Avec ce système, grâce aux droits minima, on évite le risque, inhérent au tarif général conventionnel, de porter atteinte aux industries protégées, en exposant les droits destinés à les défendre, à des discussions et négociations entre délégués. D'autre part, grâce aux droits généraux, il existe de part et d'autre, la possibilité d'accorder des réductions et des compensations, chose qui ne serait pas possible avec le tarif maximum-minimum, par trop rigide et ne permettant que l'octroi de compensations insignifiantes » (1).

L'idée dominante du nouveau tarif est d'accorder une priorité absolue aux intérêts de l'agriculture. Pour arriver à ce but, il s'efforce de protéger la production agricole et les industries qui mettent celle-ci en valeur, de dégréver l'outillage et les matières premières nécessaires à l'agriculture et aussi de dégréver les produits de première nécessité pour la population rurale. En même temps « le gouvernement est autorisé à élever, à titre exceptionnel et temporaire, les droits de douane sur les articles supportant des droits minimas dans le

(1) Op. cit. page 68.

cas, où les prix d'exportation des produits étrangers se trouvant plus réduits que les prix pratiqués sur les marchés intérieurs des pays respectifs, mettraient en danger l'existence d'une branche de l'industrie nationale » (1).

Seul le Conseil des Ministres est en droit de prendre cette mesure, sur la proposition des Ministres de l'Industrie et du Commerce et des Finances, et seulement après avoir pris l'avis d'une commission de spécialistes.

Le nouveau tarif permet à la Roumanie de sortir de son isolement et d'orienter sa politique commerciale vers un système d'accords qui lui ouvre de nouvelles possibilités. Pour ce faire, elle dénonce toutes ses conventions avec les puissances étrangères pour prendre fin le 1^{er} septembre 1930, et en négocie d'autres en accord avec son nouveau tarif douanier. Son réseau conventionnel actuel s'étend sur toutes l'Europe, la clause de la nation la plus favorisée étant prévue par tous les accords.

La France, convention commerciale du 27 août 1930; la *Grande-Bretagne*, traité de commerce du 6 avril 1930; *l'Italie*, convention de commerce et de navigation du 25 février 1930 et protocole final; et la *Tchécoslovaquie*, traité de commerce et de navigation du 27 juin 1930, ont négocié et obtenu des réductions de droits intéressant leurs exportations.

Nous avons parlé plus haut, en examinant la politique contractuelle de l'Allemagne (page 108), de l'accord germano-roumain.

Pays essentiellement agricole, la Roumanie est profondément touchée par la crise actuelle. Les céréales

(1) Article 4 de la Loi relative à l'établissement du tarif douanier. Op. cit. page 82.

et leurs dérivés qui représentaient en 1913 68,64 % du total des exportations, tombent en 1926 à 36,86 %. On constate donc dans ces dernières années une régression sensible de l'exportation de ces produits, ainsi que des animaux vivants. Les tableaux suivants (1) le montrent d'une façon évidente :

EXPORTATION DE BLE

Années	Tonnes	Valeur (1000 Lei)
1926	267.746	3.406.791
1927	209.243	1.889.472
1928	27.922	254.717

EXPORTATION DE FARINE DE BLE

1926	108.445	1.660.548
1927	67.080	868.687
1928	24.865	316.434

ANIMAUX VIVANTS

Années	Bovins	Ovins	Porcs
1924	104.000	4.112	65.551
1925	86.000	48.463	162.050
1926	76.000	30.633	138.100
1927	64.000	10.893	277.323
1928	70.069	11.029	175.456

(1) Op. cit. page 26-27.

La Roumanie possède donc présentement un stock important qu'elle ne parvient pas à écouler. Cela explique sa participation active aux conférences du Bucarest, Sinaïa et Varsovie et ses efforts en vue d'instaurer des tarifs préférentiels.

Nous sommes obligés de convenir que la plupart des solutions examinées par ces conférences internationales sont restées à l'état de projets, la conformation actuelle de la politique douanière européenne ne permettant pas de leur donner un commencement de réalisation pratique.

La manière dont ces solutions ont été accueillies à Genève, lors de la session de novembre 1930, se heurtant à de bien grandes et peut-être insurmontables difficultés, ne laisse aucun doute là dessus. Nous reviendrons, d'ailleurs, plus longuement sur cette question dans la seconde partie de cet ouvrage.

La situation géographique de la Roumanie, sise à l'extrême limite de l'Europe Centrale, vers l'Est, lui impose un rôle politique et aussi économique de « coordination et de rapprochement » (1) entre l'Orient et l'Occident.

Les charges et les avantages qui découlent de ce rôle, doivent tenir une place importante dans la nouvelle politique commerciale et douanière roumaine et c'est seulement en les mettant en ligne de compte, que l'on pourra juger sainement ses efforts et ses résultats.

(1) *E. Lemonon.* — La nouvelle Europe Centrale et son bilan économique (1919-1930), Alcan, Paris 1931, page 211.

VI

LA TCHECOSLOVAQUIE

Le régime douanier de la Tchécoslovaquie repose au lendemain de la guerre sur les dispositions de l'ordonnance douanière autrichienne du 11 juillet 1835 et du tarif de douane de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, datant du 13 février 1906. Les droits étaient d'après l'article 17 du tarif, payables en or et seulement sous certaines conditions en devises. L'agio, c'est-à-dire la surtaxe ou le coefficient d'augmentation du tarif de base, qui avait été d'abord de 150 %, fut porté le 1^{er} février 1919 à 200 %.

L'ordonnance du 12 mai 1919, modifiant ce régime, établissait un nouveau tarif. Celui-ci répartit les produits imposables en trois catégories :

1° Objets de luxe dont les droits sont payables en francs français.

2° Objets de consommation courante dont les droits, calculés d'après l'ancien tarif avec un agio de 200 %, sont payables en couronnes tchécoslovaques.

3° Matières premières et semi-produits qui acquittent les droits de l'ancien tarif sans aucun agio et qui sont payables toujours en couronnes tchécoslovaques.

Pour faciliter les transactions on acceptait pourtant

aussi d'autres devises et notamment des marks allemands, d'après un cours fixé à l'avance ; mais ces dispositions furent abrogées le 10 mai 1920 par une nouvelle ordonnance, qui prévoyait l'acquittement des droits des objets figurants dans n'importe quelle catégorie exclusivement en monnaie tchécoslovaque avec les agios suivants :

Catégorie	I		500 %
—	II		300 %
—	III		100 %

Une nouvelle modification intervient le 1^{er} décembre 1920, portant les montants des agios respectivement à 900, 600, et 300 %.

Le 1^{er} juin 1921, la Tchécoslovaquie abandonne ce système de calcul des droits, se raliant à celui des coefficients. Ils variaient alors de 1 à 16 ; mais la loi du 12 août 1921 autorisait leur modification suivant les nécessités. Profitant de cette autorisation le gouvernement, par des taxes supplémentaires s'adaptant à l'ancien tarif douanier portait leur taux à la fin de la même année de 7 à 20.

En 1926 des droits nouveaux ont été établis sur les importations de soie artificielle, de papier carbone, de chaux azotées, super-phosphates, acides salicyliques, etc.

Toutes ces modifications successives eurent pour résultat d'accroître la disproportion entre les droits sur les matières premières, les produits demi-ouvrés, les produits accessoires et les produits finis, les coefficients pour ces derniers allant de 20 à 25 et quelquefois, même à 30.

Cette disproportion « devient insupportable, surtout après la stabilisation de la couronne aux environs

du septième de la parité-or » (1). Il arrive fréquemment, dans des postes importants, comme, par exemple, le fer, les articles de fer, les machines, les métaux, que la charge douanière dépasse sensiblement la valeur de la marchandise. Quant à certains articles alimentaires, comme le cacao, le café, le thé, les droits de douane à l'importation dépassent de plus de 100 % le prix de la marchandise.

Nous sommes pourtant obligés de faire remarquer que les droits sur les produits agricoles furent, vers 1926, réduits au taux d'avant-guerre.

Ce régime, d'un protectionnisme assez élevé, fut tempéré par des accords commerciaux que la Tchécoslovaquie négocia avec les puissances étrangères : *Allemagne*, accord économique du 29 juin 1920 et arrangement additionnel du 22 décembre 1929 ; *Autriche*, convention commerciale du 4 mai 1925 et arrangement additionnel du 21 juillet 1927 ; *France*, convention commerciale du 2 juillet 1928, entrée en vigueur le 24 avril 1929, réduisant toute une série de droits d'importation tchécoslovaque sur certains produits agricoles, les huiles, le rhum, les vins, les vins mousseux, certains articles cotonniers, lainiers, les articles de soieries, de tapisserie, quelques produits chimiques, les automobiles, etc., et accord additionnel du 10 janvier 1930 ; *Hongrie*, traité de commerce (dénoncé depuis) du 31 mai 1927 ; *Italie*, traité de commerce du 23 mars 1921 ; traité de commerce complémentaire du 1^{er} mars 1924 et protocoles additionnels du 19 novembre 1928 et du 4 août 1930 ; *Pologne*, convention commerciale du 23 avril 1925 et protocoles additionnels du 9 janvier 1928 et du 26 juin 1928 ; *Roumanie*, traité de commerce et de navigation du 27 juin 1930 ; *Yougoslavie*, traité de commerce et de navigation du 14 novem-

(1) *Bulletin Quotidien*. — Note sur l'application des tarifs douaniers-or en Tchécoslovaquie.

bre 1928, dont la partie générale n'est entrée en vigueur qu'en 1929 (1).

La Tchécoslovaquie est un pays d'une grande richesse ; elle a hérité « ce qui faisait la force de l'ancien Empire Austro-Hongrois : dans les trois provinces tchèques (Bohême, Moravie et Silésie) 60 % de l'industrie du papier, 70 % de l'industrie de la chaussure, tout l'industrie minière, presque toute l'industrie textile (coton et laine), les 3/4 de l'industrie métallurgique, la totalité de l'industrie du verre, de la céramique et de la porcelaine, les 4/5 de la production de la houille, les 5/6 de la lignite, le 1/3 des mines de fer, la totalité des mines d'or, d'argent et de radium, le graphite, le silex, l'argile et le kaolin ; des millions d'hectares de forêts, un cheptel considérable, plus de la moitié de la production des céréales, des betteraves à sucre et du houblon ; dans les 60.000 kilomètres carrés sur lesquels s'étendent la Slovaquie et la Ruthénie, les forêts des Carpathes, d'immenses pâturages, des réserves presque infinies de forces hydrauliques, du fer, de la houille, du cuivre, du mercure, du sel, du pétrole » (2).

Comment s'étonner après cela qu'elle soit restée l'un des principaux fournisseurs de l'Autriche actuelle.

Elle y exporte du charbon, de l'orge, du bétail, du houblon, de la bière, du sucre et d'une manière générale des matières brutes et de la grosse métallurgie. En 1930 le total de ses exportations vers l'Autriche représente la somme de 68.000.000 de shillings, somme

(1) Nous avons extrait toutes ces dates du tableau si intéressant établi par M. Jean Naudin dans le n° 665 du 25 octobre 1930 de « l'Europe Nouvelle » (pages 1561 et 1562), qui nous a beaucoup servi pour la documentation du présent ouvrage.

(2) E. Lemonon. — La nouvelle Europe Centrale et son bilan économique, Alcan, Paris 1931, page 113.

dans laquelle les céréales entrent pour 28 millions et les cultures industrielles pour 17 millions de shillings.

Un autre de ses clients importants est l'Allemagne qui importe de Tchécoslovaquie de la verrerie, de la ganterie, des chaussures de dames des établissements Bata, bien connus sur le marché européen, de la maroquinerie de luxe, etc...

Son industrie métallurgique trouve des débouchés dans tous les pays agricoles danubiens.

Enfin, elle exporte des quantités considérables de sucre dans toute l'Europe Centrale, sa production sucrière n'étant dépassée que par l'Allemagne.

Tout cela explique pourquoi la Tchécoslovaquie a toujours été partisan de l'idée d'une union douanière entre les Etats de l'Europe Centrale. Un premier essai fut fait par la constitution de la Petite Entente, qui a côté des résultats politiques poursuit des fins économiques.

Dans le but d'élargir le cadre et de donner aux questions économiques une prépondérance dont elles ne jouissaient pas dans cet organisme, un puissant mouvement s'est fait jour en Tchécoslovaquie ayant à sa tête le Docteur V. Schuster, ancien ministre et président de l'Union Bancaire de Bohême. Celui-ci dans une interview accordée en 1927, a indiqué comme solution l'adoption d'un régime préférentiel entre tous les Etats danubiens, et la création d'unions douanières régionales, permettant la réalisation d'un rapprochement économique entre les différents Etats intéressés.

Un comité s'étant créé à Prague pour étudier d'un point de vue général et impartial le « Problème économique de l'Europe Centrale », en faisaient partie, à part le D^r V. Schuster, les anciens ministres Urban et Hoto-wetz, le D^r Pospisil, gouverneur de la Banque Nationale, et le D^r Lankas, directeur du Ministère des Che-

mins de Fer. L'un de ceux-ci, M. Hotowetz, parlant d'un rapprochement des Etats Successeurs disait :

« Ce rapprochement n'est difficile ni en fait, ni au point de vue politique, ni au point de vue économique ; il est dans l'intérêt le plus pressant de tous ces Etats et il peut être la meilleure base pour l'Union Economique de l'Europe entière » (1).

(1) *R. Hotowetz*. - L'évolution de la politique économique et, en particulier, de la politique douanière et économique de la République Tchèqueoslovaque. « Revue des Valeurs Etrangères », n° 225 du 25 juillet 1926.

VII

YUGOSLAVIE

La Serbie d'avant-guerre sortit de la tourmente, qui faillit l'emporter, fortement agrandie au point de vue territorial passant de 87.300 à 250.000 kilomètres carrés. Il est évident que, dans ces conditions, l'ancien tarif douanier ne correspondait plus aux nécessités politiques et économiques du moment, malgré les surtaxes et les prohibitions à l'importation, qu'on avait adoptées.

Le premier tarif douanier du nouveau royaume Serbo-Croato-Slovène date du 30 juin 1931 ; les droits y étaient très élevés, mais la protection fournie par ceux-ci étant quand même jugée insuffisante, un nouveau tarif plus protectionniste encore, est voté et appliqué à partir du 19 juin 1925. Il fut modifié à son tour par les lois du 13 août et 10 septembre 1925, 18 juin 1926 et 25 février 1927. De nombreuses taxes accessoires, perçues au profit des villes et des provinces, ne font qu'à aggraver le caractère prohibitionniste de ce tarif. Dans son aspect général, il comporte deux colonnes, les droits de la deuxième étant réductibles conventionnellement.

La Yougoslavie n'étant pas un pays très développé au point de vue industriel, ce protectionnisme à outrance étonne au premier abord ; mais cet étonnement disparaît quand on s'aperçoit que l'idée dominante du gouvernement fut de tous temps l'amélioration du cours du change. Cette idée a rejailli sur toutes les manifestations de la vie économique du pays, et surtout sur la politique commerciale, qui fut contrainte

de poursuivre par tous les moyens la réalisation de ce but et seulement de celui-là.

Leur rôle étant ainsi strictement limité, les négociateurs yougoslaves durent se contenter d'accorder aux autres puissances la clause de la nation la plus favorisée et quelques consolidations de droits.

Le plus important de ces accords est le traité de commerce conclu avec l'*Italie*, le 14 juillet 1924, et qui prévoyait la consolidation des droits yougoslaves pour les fruits, les vins, les soieries, les articles en marbre, les automobiles, les appareils électrotechniques, les pneumatiques, etc. Il ne fut d'ailleurs mis en vigueur que quatre ans après, le 24 novembre 1928. De même l'*Autriche* par la convention commerciale du 3 septembre 1925 et l'avenant du 19 octobre 1928 obtient, seul de tous les états successeurs, des réductions de droits portant sur les confections, les encres, les articles en bois, la maroquinerie, etc...

Il faut signaler aussi le traité de commerce et de navigation avec la *Tchécoslovaquie* du 14 novembre 1928, l'accord tarifaire avec l'*Allemagne* du 15 juin 1929 et la convention commerciale avec la *Roumanie* du 4 août 1930.

La Yougoslavie possède de grandes richesses naturelles : environ 7 millions d'hectares de terres propres à la culture des céréales, d'immenses pâturages, qui lui permettaient avant la guerre déjà l'élevage du bétail en vue de l'exportation (bovidés, ovins, porcs, chevaux, etc.), 12 millions d'hectares de forêts, ainsi qu'un sous-sol riche en fer (Bosnie, Croatie, Serbie, Dalmatie et Monténégro) charbon (Bosnie), lignite, manganèse, chrome, cuivre, plomb, zinc, arsenic, baryte, mercure, argent et or. Les établissements industriels sont pourtant rares, travaillant avec un outillage primitif ou défectueux, et souffrant surtout d'un manque général de capitaux, des difficultés de transport, de la rareté des dé-

bouchés et aussi des résultats d'une politique douanière, dont nous avons vu les caractéristiques plus haut.

Le commerce yougoslave est surtout dirigé vers les états de l'Europe Centrale et vers l'Italie. Nous pouvons nous rendre compte facilement de cela en examinant les importations et les exportations pour l'année 1929 (1).

IMPORTATIONS

Pays de provenance	Millions de Dinars	%
Tchécoslovaquie	1.328,9	17 50
Autriche	1.323,9	17,43
Allemagne	1.188,0	15,64
Italie	823,2	10,84
Hongrie	490,4	6,46
Roumanie	182,4	2,40
Autres pays	2.057,9	29,73
Total.....	7.394,7	100,00

EXPORTATIONS

Italie	1.971,2	24,88
Autriche	1.237,8	15,63
Roumanie	1.025,4	12,94
Allemagne	675,1	8,52
Grèce	584,4	7,38
Hongrie	538,4	6,80
Tchécoslovaquie	425,9	5,38
Autres pays	1 463,5	18,47
Total.....	7.921,7	100,00

(1) Voir Finances yougoslaves B. — La situation économique « L'Europe Nouvelle », n° 658 du 20 septembre 1930, pages 1364-1365.

Les principaux articles importés sont les tissus de coton, les machines, outils et appareils, les filés de coton, les tisus de laine, les objets en fer, le charbon, le café vert, les objets électrotechniques, le coton cru, et les véhicules.

Quant à l'exportation les deux articles les plus importants sont les bois de constructions qui représentent environ 18 % du total des exportations et le blé qui représente environ 15,5 % du même total. Viennent ensuite les œufs, le cuivre cru, les porc vivants, le bétail à cornes, le maïs, la viande fraîche, le ciment, les traverses de chemin de fer, en chêne, etc.

(2) L'exportation des céréales en aval du Danube, par le port de Braila, figure comme exportation en Roumanie. La participation de la Roumanie à l'exportation yougoslave est donc moindre de ce qu'elle paraît dans ce tableau.

DEUXIEME PARTIE

LES SOLUTIONS ENVISAGEES

La crise mondiale actuelle, d'une acuité rarement vue, a fait ressortir les défauts de la politique commerciale pratiquée après la guerre par la majorité des Etats, et a mis dans sa vraie lumière le problème douanier de l'Europe Centrale. Son existence remonte à 1918 et les moyens de fortune employés pour le résoudre n'ont pu donner que des résultats insignifiants dans le meilleur des cas, car pour la plupart, allant à l'encontre de leur but, ils ont aggravé le malaise qu'ils étaient chargés de guérir.

Enfin, les gouvernements, conscients de la gravité de la question comme de leur responsabilité, renonçant à un nationalisme mal compris et encore plus mal appliqué, oubliant, les uns les promesses faites à une partie de leurs électeurs, d'autres les engagements formels pris dans différents traités internationaux, se sont attachés à trouver une issue, c'est-à-dire des solutions rapides et radicales, sur un plan beaucoup plus vaste, en rapport avec l'ampleur de la crise, sur le plan international.

Les conférences économiques internationales, qui se sont multipliées ces dernières années, sont un gage de la bonne volonté des pays à s'entendre, mais aussi une preuve éclatante de la faillite des anciennes méthodes employées.

Parmi la multitude de solutions qui ont été suggérées, deux faits nous paraissent dignes de retenir notre attention :

1° L'octroi de tarifs préférentiels préconisés par les conférences du Bucarest, Sinaïa et Varsovie.

2° Le projet d'union douanière austro-allemande du 19 mars 1931.

Ce dernier a beaucoup perdu de son actualité, par le fait que les deux gouvernements intéressés ont renoncé à sa mise en application; pourtant, à notre avis, il garde toute son importance, non seulement au point de vue historique, comme première tentative après la guerre de réformer une « Mitteleuropa » économique, mais aussi, surtout, par les précieux renseignements qu'on peut en tirer et qui peuvent nous servir, dans un avenir que nous souhaitons proche, à une œuvre de rapprochement et de reconstruction dont l'utilité n'est plus à démontrer.

CHAPITRE PREMIER

LES CONFERENCES DE BUCAREST, SINAIA ET VARSOVIE ET LA QUESTION DES TARIFS PREFERENTIELS

La situation économique des Etats agricoles de l'Europe Centrale, déjà mauvaise auparavant, a brusquement empiré ces dernières années. La cause principale en est la crise mondiale, mais il ne faut pas négliger d'autres causes plus anciennes, comme, l'ébranlement produit par suite de la guerre, le manque de capitaux, la réforme agraire et l'inexistence d'un crédit agricole à bon marché. Pour nous en tenir seulement à ces deux dernières, nous ferons remarquer que la réforme agraire, dont la nécessité sociale s'est fait sentir pendant ou immédiatement après la guerre, en supprimant la grande propriété et en la remplaçant par une multitude de petites propriétés, a eu des répercussions sérieuses, tant sur la quantité que sur la qualité de la production. Le régime de la petite propriété est, en effet, peu favorable à l'introduction des méthodes modernes — motorisation, sélectionnement, et standardisation, emploi des engrais chimiques, etc. En outre, l'inexistence ou l'insuffisante organisation du crédit agricole, oblige les petits propriétaires à vendre leur récolte dans des conditions désavantageuses. Il n'est donc nullement étonnant que les producteurs d'outre-mer aient réussi à évincer du marché européen les céréales des états agricoles de

l'Europe centrale ou orientale. Quelques chiffres pris dans une étude de M. Elemer Hantos (1) nous permettent de nous rendre compte de la gravité de la question.

La Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie disposaient en 1928 d'un excédent exportable de céréales s'élevant à 76,2 millions de quintaux (2), réparti comme suit :

Froment	25 millions de quintaux		
Orge	10,2	—	—
Maïs	41	—	—

De cet excédent les trois pays industriels de l'Europe Centrale : l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, n'ont importé que des quantités assez faibles, si on considère leurs nécessités. En effet :

	Imp. totale (en millions de quintaux)	Imp. de l'Europe Centrale	%
<i>Allemagne</i>			
Froment	26	5	19,2
Orge	20	3	15,0
Maïs	13	1,2	9,2
<i>Autriche</i>			
Froment	2,3	1,4	60,9
Maïs	1,5	0,56	37,3
<i>Tchécoslovaquie</i>			
Froment	3,2	2,3	71,9
Maïs	3,1	1,8	58,0

(1) *Elemer Hantos*. — La solution du problème agraire en Europe Centrale. « L'Esprit International », n° 19 du 1^{er} juillet 1931, page

(2) Un des délégués hongrois à la conférence de Bucarest, M. Mutschenbacher, évaluait la moyenne annuelle des excédents de céréales disponibles pour l'exportation à 15 millions de quintaux seulement. Les chiffres des importations de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie n'en sont que plus suggestifs.

Le problème, commun donc à tous les Etats agraires de l'Europe Centrale, nécessitait une ou des solutions communes. Les trois conférences internationales de Bucarest, Sinaïa et Varsovie n'ont eu d'autre but que la recherche de ces solutions.

On pouvait être tenté de considérer ces manifestations régionales comme superflues, étant donné l'existence des conférences économiques internationales de Genève. Au contraire, travaillant dans le cadre tracé par ces conférences mêmes, elles ne font que les compléter. Il ne faut pas oublier, en effet, que la première en date, celle de Bucarest, a été provoquée par le désir d'examiner en commun la réponse à faire au questionnaire de la Société des Nations, relativement au programme des négociations ultérieures et dont le protocole avait été signé à Genève, le 24 mars 1930.

Pourtant, il est évident, que la lenteur des méthodes employées par la Société de Nations a produit une grande désillusion chez ceux qui attendaient des résultats immédiats et a fortement contribué à la convocation de ces conférences.

M. V. Madgearu, ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie de Roumanie et l'un des promoteurs de la conférence de Bucarest, dans un article publié dans « l'Europe Nouvelle », disait, en effet :

« Mais nous ne pouvons pas dissimuler que l'initiative de ces conférences est due aussi, en partie à l'atmosphère de déception produite par le manque de résultats positifs de l'action économique de la Société des Nations. L'enthousiasme provoqué par la conférence économique de 1927 a fait place à une période durant laquelle l'action économique de la Société des Nations s'est trouvée obligée de se contenter d'un résultat très modeste. Le fait que même la convention pour l'abolition des prohibitions à l'importation et à l'exportation n'a pas encore pu être réalisée et qu'une

série d'autres conventions internationales, traitant des problèmes économiques d'une actualité pressante, se trouve à peine dans la phase d'étude est de nature à faire naître le découragement et à conduire à des essais en vue d'une action organisée dans un cercle international plus limité, dans l'espoir d'obtenir des résultats plus satisfaisants et de faciliter en même temps les réalisations qu'on attend de l'action économique de la Société des Nations » (1).

Analysons maintenant les solutions proposées par ces trois conférences prises dans l'ordre chronologiques.

(1) *Virgile Madgearu*. — Trois conférences agricoles. « L'Europe Nouvelle », n° 657 du 13 septembre 1930, page 1320.

BUCAREST

Les représentants des trois principaux états agricoles de l'Europe Centrale: la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie réunis à Bucarest le 24 juillet 1930, après « un échange de vues sur la réponse à donner au questionnaire établi par la Société des Nations, en vue de trouver les moyens pratiques à mettre en œuvre pour assurer l'écoulement et la répartition des excédents de la production agricole de chaque pays » (1), et après avoir « constaté avec satisfaction qu'il ne peut y avoir entre les trois pays aucun motif de désaccord sur une entente de principes concernant l'objet de notre réunion » (2), sont tombés d'accord sur les textes présentés par la commission restreinte de rédaction et portant sur les deux points suivants:

1° Réponse au questionnaire établi par la Société des Nations.

2° Recommandations aux trois gouvernements des conditions nécessaires pour rendre possible l'amélioration des prix des céréales.

Dans l'annexe 1, ad A c) la conférence suggère trois moyens susceptibles d'améliorer la situation économique des producteurs agricoles, après avoir remarqué que cette amélioration ne peut être obtenue que par l'écoulement des stocks de céréales qui se trouvent en excé-

(1) Texte du protocole de la Conférence du Bucarest, 24 juillet 1930.

(2) Op. cit.

dent, à des prix garantissant aux producteurs un bénéfice qui augmenterait le pouvoir d'achat de la population.

Ces trois moyens sont les suivants :

1° *L'accord par les pays européens importateurs d'un traitement douanier préférentiel en faveur des céréales et des produits agricoles d'origine européenne*

On fait remarquer que cette dérogation à la clause de la nation la plus favorisée ne peut porter atteinte aux intérêts des pays agricoles d'outre-mer. En effet, les plus récentes statistiques évaluent l'excédent de céréales dont disposent annuellement la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie à 15 millions de quintaux (1). Cet excédent, représentant à peine 10 % du total des exportations de céréales des pays d'outre-mer en Europe, total qui est de 162 millions de quintaux, ne suffit même pas à couvrir les nécessités du marché allemand.

On fait remarquer, en outre, que ces droits préférentiels tout en profitant aux pays agricoles, qui bénéficieront de la différence entre le droit général et celui préférentiel, n'influenceront en rien l'établissement du prix intérieur, celui-ci étant en fonction seulement du droit général.

Enfin, dernière remarque, et peut-être la plus importante, l'institution de tarifs préférentiels destinée à l'amélioration de la situation économique des Etats agraires, augmentera le pouvoir d'achat de ceux-ci et par ce fait intéresse au plus haut point les pays industriels et européens comme ceux d'outre-mer.

2° *La consolidation, à un niveau raisonnable, par les pays importateurs européens, de tous les droits d'entrée sur les produits agricoles originaires d'Europe,*

(1) Voir plus haut nota (2) page 56.

Francis Delaisi. — Après les conférences agraires de l'Europe Centrale. « Revue d'Economie Politique », année 1930, page 1345.

de manière à laisser une marge de bénéfice aux producteurs agricoles du pays exportateur.

Ce moyen est destiné à compléter le premier, car la consolidation des droits donnera aux producteurs agricoles l'assurance qu'ils ne travaillent pas dans l'incertain et permettra donc aux résultats énoncés plus haut de se développer dans de meilleures conditions.

3° Instauration d'un régime de liberté absolue pour le commerce des céréales et des autres produits agricoles sur les marchés européens et suppressions complètes des mesures de toute nature ayant pour but la limitation artificielle des importations de produits agricoles, ou un déplacement forcé de la consommation de ces produits.

Il est évident que sans garanties effectives de la part du pays importateur de produits agricoles, que ces produits ne seront frappés d'aucune prohibition ou restriction à l'importation, les suggestions précédentes n'auront aucun effet. On cite parmi ces restrictions les monopoles de toutes sortes, les systèmes de droits mobiles, etc...

La conférence conseillait même aux gouvernements de menacer de mesures similaires, pour les produits manufacturés, les pays qui y sont exportateurs et qui n'abandonneraient pas les pratiques actuelles concernant l'importation de divers produits agricoles.

La menace de mesures de rétorsion de la part de trois gouvernements, représentant 40 millions d'habitants, donc, éventuellement, autant de clients, peut sérieusement influencer les dirigeants des pays industriels dans le choix d'une politique douanière ainsi que la façon d'appliquer les mesures qui en découlent.

Dans l'*ad B*) la conférence insiste sur le fait « que le moyen le plus approprié pour faciliter l'écoulement des produits fabriqués, est d'augmenter le pouvoir

d'achat des pays agricoles exportateurs : en facilitant l'exportation de leur excédent à des prix satisfaisants ». Ce résultat désirable pour tous, ne peut être atteint que par l'application intégrale des suggestions examinées au point A, ainsi que par l'octroi aux pays agricoles exportateurs, des crédits à longue échéance et à des taux d'intérêts raisonnables. Cela permettrait, en effet, aux producteurs de diminuer le coût de la production et de réaliser ainsi un bénéfice plus élevé qui serait employé à des achats de produits manufacturés.

Enfin, dans *l'ad C*, la conférence demande la suppression des mesures d'ordre administratif, suppression à laquelle elle attache une importance particulière. Ainsi elle demande :

1° *L'abolition de toutes mesures administratives ayant un caractère de protectionnisme déguisé.* Elle considère comme telles la plupart des mesures vétérinaires et phytopathologiques qui peuvent être prises, en effet, non seulement quand elles sont nécessaires, c'est-à-dire quand les animaux ou les plantes des pays exportateurs souffrent d'une maladie reconnue, mais aussi, et le cas s'est présenté souvent malheureusement, pour défendre la production nationale contre la concurrence étrangère.

Le comité économique de la Société des Nations s'occupant de la même question, dit notamment :

« Plus sans doute que les droits de douane, certaines mesures de police sanitaire ont entravé le développement de l'importation. Personne ne peut contester qu'un état ait le droit et le devoir de protéger son agriculture contre les épizooties et les maladies des plantes, mais on ne saurait ignorer l'impression répandue dans certains milieux que quelques états ont pris trop

de mesures de ce genre, afin de réduire la concurrence étrangère » (1).

II° *L'abolition de toute discrimination en matière de frais de transport ferroviaires et fluviaux; en faveur des produits agricoles, notamment des céréales d'outre-mer, dans le but de développer certains ports maritimes.* Il est évident, étant donné les conditions de la production que cette discrimination se fait au détriment des produits agricoles européens, qui sont mis en état d'infériorité sur les marchés des pays pratiquant une telle politique tarifaire.

III° *L'abolition du système qui prévoit une marge entre les droits d'entrée de la matière première et le produit agricole fini.* Cette marge est surtout importante entre les droits d'entrée sur les blés et celui de la farine. Ce système a pour résultat, dans les pays qui l'appliquent, la réduction ou même la prohibition de l'importation de certains produits agricoles. Ce n'est donc qu'un moyen de protectionnisme déguisé. Pour le rendre à sa destination première il faudrait abaisser l'écart des droits entre la matière première et le produit agricole fini.

Dans l'annexe II du Protocole les délégués estiment que seule une vente concentrée pourrait éviter au prix des céréales d'atteindre le prix mondial, qui, par le fait de la concurrence, est insuffisamment rémunérateur pour le producteur. La réalisation de cette action commune implique pourtant l'existence de trois facteurs :

1° Un réseau de silos pour emmagasiner tous les produits achetés ou warantés.

2° Une organisation pour financer la récolte.

(1) *Société des Nations. — Comité économique. La Crise Agricole, Genève 1931. Vol. 1, page 21.*

3° Une organisation destinée à garantir l'unité de la politique de vente de cette récolte même.

Ces trois conditions réalisées, les délégués estiment nécessaire la convocation d'une nouvelle conférence.

Enfin, ils conseillent un contact étroit entre les instituts d'exportation des trois états.

SINAIA

L'application des suggestions faites par la conférence de Bucarest dans l'annexe II de son protocole fut tentée immédiatement après. Les experts roumains et yougoslaves ainsi que les dirigeants effectifs de la politique économique des deux pays se réunissent à Sinaïa.

Dans les communiqués publiés le 31 juillet et le 1^{er} août 1930, les délégués conseillent comme « utile, opportun et possible » la réalisation d'une union douanière entre les deux Etats. Ils chargent, en outre, les experts d'élaborer un programme pratique, se basant sur les recommandations contenues dans l'annexe II du protocole de la Conférence de Bucarest, et destiné à supprimer les effets nocifs de la concurrence entre les pays agricoles, concurrence qui tend à ramener le prix des céréales au-dessous du niveau du prix mondial, lui-même incapable d'offrir un bénéfice suffisant au producteur.

Le but de la conférence de Sinaïa était de donner une armature économique à la Petite Entente. Les résultats furent donc « accueillis avec satisfaction à Prague, mais avec quelque méfiance à Budapest » (1).

Le fait qu'on a envisagé, grâce à l'amitié politique qui unit les deux pays, la création d'une union douanière prouve le progrès fait par l'idée qu'il n'y a de

(1) *André Tibal*. — La crise des états agricoles européens et l'Action Internationale. « Publications de la Conciliation Internationale ». Bulletin n° 2, 3, 4 et 5. 1931, page 142.

solutions que dans la création d'unités économiques plus larges qui ne représentent, elles aussi, que l'acheminement lent, mais sûr vers l'union économique européenne, ou même mondiale.

VARSOVIE

Les conférences de Bucarest et de Sinaïa représentent les premiers pas sur la nouvelle voie de l'entente et de la coopération économique internationale. La conférence internationale agricole de Varsovie, réunie quelques temps après, en août 1930, ne fait que suivre l'impulsion déjà donnée, en élargissant le cadre des participants. Huit pays, en effet, y prennent part : la Bulgarie, l'Esthonie, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Après avoir constaté que la crise agricole « constitue une des causes essentielle de la crise générale de l'économie européenne », qu'une menace d'appauvrissement progressif est suspendue sur la tête des Etats agraires, dont les exportations, gênées par une inégale application du principe du libre échange, ne peuvent contrebalancer les importations de produits manufacturés, que les efforts individuels ne peuvent donner que des résultats insuffisants et que seule une collaboration étroite des Etats ayant des intérêts communs, en écartant la concurrence, est capable de fournir une solution complète, que les accords régionaux doivent être considérés comme le commencement de cette collaboration, après avoir donc examiné rapidement les causes de la catastrophe ainsi que les moyens de l'éviter, les représentants des Etat sus-nommés se sont mis d'accord pour soumettre à leur gouvernement respectif les solutions suivantes :

1° Conclusion d'une série d'accords bi-latéraux ou multi-latéraux concernant l'exportation des produits agricoles, en vue d'éviter les effets nuisibles de la concurrence entre les états agricoles.

Pour arriver à organiser cette vente en commun, la Conférence préconise les mêmes solutions que celle de Bucarest, à savoir :

- a) Organisation d'un réseau de silos.
- b) Organisation du crédit agricole.
- c) Création d'une institution garantissant l'unité de la politique commerciale.

Elle ajoute, en outre :

d) Réunions périodiques des délégués des Instituts d'Exportation pour permettre la création d'un service d'informations permanent sur la vente des produits agricoles.

e) Création d'Instituts d'Exportation ou d'organismes similaires dans les pays qui n'en possèdent pas, ce qui permettrait de resserrer les liens entre les pays agricoles.

f) Appel aux organisations internationales et surtout à la Société des Nations pour accorder toute leur attention aux problèmes des excédents des produits agricoles, qui contribuant à la baisse des prix, n'offrent plus une rémunération équitable aux agriculteurs, et à l'étude approfondie de solutions qui s'y imposent.

2° Unification des méthodes statistiques relatives aux exportations agricoles (céréale, animaux, viandes) et communications réciproques, constantes et rapides des données concernant ces exportations. Cette unification permettrait une meilleure organisation du commerce des produits agricoles, fortement entravé présentement par la multiplicité des méthodes existantes.

3° Convention internationale, élaborée par les soins de la Société des Nations, et visant l'abolition des primes

directes ou indirectes à l'exportation de produits agricoles.

Pour cela la Société des Nations sera saisie par les Etats représentés à la Conférence de propositions communes, ayant en vue la conclusion d'une telle convention. Elle devra nommer une commission technique, qui sera chargée d'étudier et de préparer le reste de la convention. Cette tâche devra lui être facilitée par le gouvernement polonais qui lui fournira la documentation nécessaire, ainsi qu'un avant-projet.

4° Soutien illimité aux services vétérinaires nationaux en vue d'une lutte plus énergique et efficace contre les épizooties et pour l'amélioration constante des conditions hygiéniques de leur cheptel. Par cette lutte on tend à diminuer les pertes subies par l'agriculture du fait de ces épizooties ; ainsi que l'adoucissement des mesures vétérinaires et phytopatologiques appliquées au trafic international.

Les conditions d'organisation de fonctionnement de ces services ont été fixées par ce comité spécial des experts vétérinaires, auprès de la Société des Nations en collaboration avec l'Office International des Epizooties de Paris.

En outre, la Conférence conseille aux états participants soit la conclusion de conventions vétérinaires bilatérales concernant l'importation, l'exportation et le transit des animaux, soit l'application de dispositions autonomes visant au même but.

5° La constitution d'une commission technique financière chargée d'élaborer, sans retard, un projet de crédit agricole intermédiaire (de 6 mois à 5 ans) précisant les buts poursuivis, les garanties, le caractère des obligations, etc...

6° Octroi de tarifs préférentiels, accordés par les Etats européens importateurs en faveur des céréales et des produits agricoles d'origine européenne.

La Conférence reprenant la démonstration faite dans le protocole de la Conférence de Bucarest, annexe I *ad A. I*, après avoir examiné les effets de ces tarifs sur les pays d'outre-mer ainsi que sur la politique protectionniste des états à production agricole déficitaire, dit notamment :

« Tout en reconnaissant la portée de la clause de la nation la plus favorisée pour les échanges internationaux, la Conférence doit constater, que dans la situation particulièrement grave de l'agriculture une dérogation à la clause en faveur des produits agraires d'origine européenne représente le seul moyen efficace et pratique destiné à atténuer la crise agraire ».

7° La réunion périodique de conférences des dirigeants des politiques économiques dans le but d'assurer à celle-ci une coordination continue.

Création d'un comité d'études économiques, permanent, se composant des représentants de tous les états participants et ayant comme mission la préparation et la centralisation des travaux des différentes conférences.

8° Adoption d'une attitude uniforme dans les questions agricoles intéressant les pays agricoles sur le terrain international et surtout devant la Société des Nations.

La Conférence conseille aux Etats représentés de proposer à la Société des Nations l'établissement d'une collaboration suivie et constante dans toutes les questions concernant l'agriculture avec l'Institut International de Rome et la Commission Internationale d'Agriculture de Paris.

Les solutions proposées par les délégués des différents états participants à la conférence Internationale

agricole de Varsovie, peuvent être divisées en deux grandes classes :

1° Solutions intéressant les Etats agricoles seulement : 1° (a b c d e) ; 2°, 4°, 5° et 7°.

2° Solutions générales, intéressant tous les Etats tant importateurs qu'exportateurs de produits agricoles : 1° (f), 3°, 6° et 8°.

Il est à remarquer le rôle de premier plan réservé pour celles-ci à la Société des Nations, qui doit servir d'intermédiaire et souvent même d'initiatrice.

De toutes ces suggestions la plus importante, celle autour de laquelle les autres ne font que graviter, celle de qui, donc, on attend les résultats les plus décisifs, c'est la solution préconisant l'adoption d'un régime préférentiel. Il est évident que cette solution, basée sur des compromis et des concessions réciproques ne peut qu'aplanir les difficultés existantes, mais pour en arriver à ce résultat, désirable au plus haut point, il faut examiner les conditions dans lesquelles ce rapprochement peut se réaliser. Il y a, en effet, deux manières bien différentes d'envisager l'application d'un système préférentiel, suivant qu'on prend pour base ou un accord étendu à tous les pays d'Europe, agricoles, industriels ou mixtes, ou resserant le cadre, un simple groupement régional, destiné à satisfaire les intérêts réciproques de ses membres.

La première conception, de beaucoup la plus large, soulève une foule de difficultés qui ont paru, jusqu'à présent du moins, insurmontables. Elle est en premier lieu incompatible avec la clause de la nation la plus favorisée qui est à la base du régime conventionnel international actuellement appliqué. La majorité des pays importateurs de produits agricoles, de l'Europe, a recours pour couvrir ses besoins aux exportations d'outre-mer.

En accordant un régime préférentiel aux céréales et produits agricoles européens elle serait obligée d'entrer en conflit avec ses anciens fournisseurs.

En outre, ces mêmes pays importateurs, perdraient de ce fait, une grande partie des marchés américains et d'outre-mer qui absorbent la majorité de leurs produits manufacturés.

On fait remarquer, d'autre part, qu'il y a encore en Europe quelques Etats fidèles aux traditions du libre-échange, comme le Danemark, la Hollande et la Norvège. Ceux-ci admettant à l'importation le blé étranger en franchise de droits, le système préférentiel ne pourrait y être appliqué.

Bref, l'adoption d'un tel système, outre les difficultés inhérentes, soulèverait une forte opposition de la part des Etats d'outre-mer, comme les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Argentine et l'Australie, qui sont pour le moment les principaux fournisseurs de produits agricoles du marché européen. Un exemple typique de cette opposition nous pouvons le trouver dans le veto formel exprimé par le représentant de la République Argentine à la Conférence Internationale du Blé réunie à Rome en mars 1931, veto visant la discussion de tout projet de préférence ou de discrimination douanière. Nous reviendrons, d'ailleurs, plus longuement sur ce sujet dans le chapitre suivant.

Le Comité Economique de la Société des Nations, en analysant la question des tarifs préférentiels, dit :

« Le traitement préférentiel ne pourrait être appliqué qu'avec l'assentiment des pays qui jouissent du traitement de la nation la plus favorisée. Il ne porterait peut être aucun préjudice aux Etats d'outre-mer, qui resteraient les grands fournisseurs de l'Europe et qui tireraient profit de l'existence d'une Europe forte et économiquement saine.

Les excédents dont disposent les pays européens ex-

portateurs ne peuvent couvrir, suivant les récoltes, que 8 à 15 % des importations de l'Europe; il reste 92 à 85 % à la disposition de la production d'outre-mer.

La production des céréales ne devrait pas être augmentée dans les pays auxquels serait accordé un traitement préférentiel, qui ne porterait que sur les quantités exportées effectivement d'un Etat à l'autre pendant la dernière année, ou sur les quantités moyennes exportées au cours des dernières années, tout tonnage supérieur devrait être soumis aux droits établis sur la base de la nation la plus favorisée » (1).

La seconde conception, est plus facilement applicable évitant les obstacles suscités par la première. La clause de la nation la plus favorisée, considérée plus haut comme une difficulté insurmontable, peut, en effet, être éludée. Elle ne saurait être applicable qu'aux groupements entiers, formant bloc et considérés comme un tout, et ne pourrait intervenir dans les relations économiques des membres de ce bloc, formé de la juxtaposition géographique et économique de plusieurs pays de structures économiques différentes, aptes à satisfaire leurs intérêts réciproquement.

Les défenseurs de cette seconde conception sont convaincus que « dans des territoires économiques vastes et clos, où la production et la consommation des articles agricoles se trouvent en équilibre, le problème agraire doit être résolu indépendamment du reste du monde » (2).

On fait, en outre, remarquer que ce régime préférentiel régional, complètement différent du régime

(1) *Société des Nations*. — Comité économique. La crise agricole, Genève 1931, volume 1, page 56.

(2) *Elemer Hantos*. — La solution du problème agraire en Europe Centrale. « *L'Esprit International* », n° 19, 1931 page 415.

douanier préférentiel européen pris, en général, « rencontrerait plus de compréhension de la part, tant des Etats d'outre-mer que des partisans européens du système absolu de la clause de la nation la plus favorisée. En effet, il s'agit ici de pays liés l'un à l'autre depuis longtemps géographiquement, économiquement et historiquement, qui sont les principaux acheteurs réciproques de leurs divers produits et chez lesquels le système en vigueur aujourd'hui de la clause de la nation la plus favorisée ne tient nullement compte de l'intensité des relations économiques. La restriction de ce système, en conséquence, d'une convention collective des Etats centre-européens serait appréciée tout autrement que le vœu d'un régime préférentiel général » (1).

Il est malheureusement évident que si cette nouvelle conception échappe à la plupart des reproches faits à l'autre, elle en crée de nouveaux. On peut craindre, en effet, qu'elle ne creuse plus profondément le fossé qui sépare un groupe d'un autre ou bien qu'elle ne serve de paravent aux rêves d'hégémonie de la puissance appelée fatalement à prendre la direction d'un tel groupement et dont les appétits deviendraient dangereux pour la paix mondiale. Cette question dépasse d'ailleurs le cadre économique pour devenir un problème politique.

Il se pourrait d'ailleurs, que la façon d'envisager l'application de la clause de la nation la plus favorisée au groupement régional, pris comme un tout, soit aussi contestée.

A notre avis, cette seconde conception, tout en offrant quelques facilités immédiates, ne peut fournir qu'une solution fragmentaire et donc provisoire.

(1) Op. cit. page 433.

La solution intégrale ne peut être trouvée que sur le plan international de la première conception, les difficultés examinées étant plus apparentes que réelles.

/

CHAPITRE DEUXIEME

DISCUSSIONS AUTOUR DU REGIME PREFERENTIEL ET NOUVELLES SOLUTIONS PROPOSEES

Il est évident que la question des tarifs préférentiels ne pouvait laisser indifférents ni les Etats industriels de l'Europe, ni surtout les pays agricoles d'outre-mer, qui se considéraient comme directement menacés. La longue série des discussions, ouverte le 10 septembre 1930, par la XI^e Session de l'Assemblée de la Société des Nations, ne prend fin, provisoirement du moins, que le 25 mai 1931, avec la Conférence des Etats exportateurs de blé, tenue à Londres, et après avoir passé par différentes autres conférences dont les principales sont les deux conférences européennes des céréales, tenues à Paris en février 1931 et la Conférence Internationale du Blé, tenue à Rome.

Les résultats en sont modestes, chaque partie restant sur ses positions. L'utilité de ces réunions n'en est pas pour cela contestable, car si on n'est arrivé à aucune solution pratique, du moins le problème de la crise agricole a été clairement exposé et la mise en présence de thèses différentes et même opposées, soutenues par leurs défenseurs respectifs avec autant d'acharnement que de subtilité, est de nature à provoquer l'éclosion d'une so-

lution moyenne, capable de satisfaire tout le monde.

Malgré les arguments, assez tentants, des partisans d'une solution partielle, la crise agricole actuelle ne nous paraît pas une affaire régionale et comme telle susceptible d'être résolue par des règlements limités. C'est sur un plan mondial, et seulement sur celui-ci, par une entente collective internationale, qu'une solution équitable et intégrale peut intervenir. La tâche est immense, les obstacles et les difficultés multiples. Mais cela loin de nous décourager doit, au contraire, nous inciter à travailler avec acharnement pour rechercher cette solution.

C'est pour avoir méconnue ces vérités que les différentes conférences des Etats agraires n'ont pas justifié les espoirs qu'on avait placés en elles.

Passons rapidement en revue leur activité ainsi que leurs suggestions.

ONZIEME ASSEMBLEE DE LA SOCIETE
DES NATIONS

(10 septembre — 4 octobre 1930)

Dès les premiers jours les deux thèses en présence s'affrontent. Le 12 septembre, le délégué du Danemark, au nom de son gouvernement ainsi que de ceux de l'Esthonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse, dépose un projet de résolution ainsi conçu :

L'Assemblée,

Considérant l'équivoque qui existe actuellement concernant l'interprétation et l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

Prie le Conseil d'étudier les moyens d'activer les travaux entrepris depuis longtemps par la Société des Nations en vue d'un règlement international du problème de la clause de la nation la plus favorisée (1).

Le 16 septembre l'Assemblée est saisie d'une communication signée par la Bulgarie, l'Esthonie, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, La Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et contenant les résolutions de la conférence agricole de Varsovie. En outre, on priait

(1) Actes de la Onzième Session ordinaire de l'Assemblée, pge 53.

l'Assemblée de soumettre à l'étude de la deuxième commission les quatre questions suivantes :

« 1° Etant donné les grandes difficultés que causent les productions excédentaires des pays agricoles — en particulier, en ce qui concerne les céréales — et surtout la baisse catastrophique des prix qu'elles entraînent, quelle pourrait être la solution à portée pratique et immédiate en vue d'assurer une rémunération équitable aux producteurs agricoles? N'estime-t-on pas possible de trouver cette solution par une collaborations des Etats agricoles de l'Europe avec les Etats agricoles d'Outre-Mer?

« 2° Etant donné les conséquences nuisibles des primes directes ou indirectes à l'exportation des produits agricole que certains Etats accordent, ne juge-t-on pas le moment opportun pour étudier ce problème, en vue de la conclusion d'une convention internationale, pour la suppression de ces primes?

« 3° Etant donné les difficultés rencontrées par le commerce de bétail par suite des mesures administratives et vétérinaires, ne juge-t-on pas opportun de prendre des mesures en vue d'accélérer les travaux du Comité spécial d'experts vétérinaires, fonctionnant auprès du Comité économique de la Société des Nations?

« 4° Etant donné que huit Etats réunis à la Conférence agricole de Varsovie se sont prononcés pour le traitement préférentiel qui devrait être accordé par ces pays européens importateurs aux céréales et aux produits agricoles d'origine européenne, ne juge-t-on pas opportun d'étudier cette solution pour préparer le terrain à la Conférence en vue d'une action économique concentrée, qui doit se réunir à Genève au début de l'année prochaine? » (1).

(1) Op. cit. page 105.

La deuxième commission à qui ont été renvoyé pour discussion ces deux textes, commença ses travaux sous la présidence de M. Colijn.

Le délégué du Danemark, M. Munch, soutenant le texte de résolution présenté par lui au nom de huit Etats demanda à ce que la clause de la nation la plus favorisée fut appliquée de la façon la plus libérale et la plus illimitée et pour cela il s'éleva avec vigueur contre les procédés qui comme le contingentement ou la spécification exagérée des tarifs douaniers, affaiblissent la portée de cette clause. Il fut suivi, dans cette voie, par les délégués de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Inde, de l'Italie, du Japon et de la Suède, qui recommandèrent tous, que l'application la plus inconditionnelle de cette clause, restât la base des échanges internationaux (1).

Les délégués de l'Esthonie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, s'élevèrent vivement contre cette formule et, faisant valoir le cas spécial, exceptionnel et temporaire de la crise agricole des Etats Centre-Européens ainsi que les nouvelles circonstances de l'après-guerre, demandèrent, au contraire, à ce que cette clause fut formulée de manière à la rendre conditionnelle et limitée. Le traitement préférentiel fut défendu par les délégués polonais et roumains qui firent valoir les arguments déjà exposés à Varsovie, à savoir que si le régime préférentiel constitue, au premier abord, une grave dérogation à la clause de la nation la plus favorisée, cette clause subit actuellement une autre dérogation qui est tout aussi grave, bien que moins apparente, du fait des nomenclatures douanières artificielles, du trafic des contingents, etc..., qu'en outre, si le principe du libre échange est respecté pour les produits industriels, il ne l'est pas pour

(1) A. Tibal. — La crise des Etats Agricoles Européens et l'Action Internationale. « Publications de la Conciliation Internationale. ». Bulletin nos 2, 3, 4 et 5 1931. page 179.

les produits agricoles qui se heurtent à de hautes barrières douanières ; que les Etats d'Outre-Mer ne peuvent craindre pour leurs exportations agricoles en Europe et enfin on attira l'attention de la Commission sur la menace que constituerait pour la paix la création de blocs régionaux.

Malgré ces arguments, les adversaires du régime préférentiel restèrent irréductibles. L'opposition était composée de deux groupes : d'un côté, les Etats européens, Angleterre, Hollande, Irlande, Italie ; de l'autre, les Etats agricoles d'Outre-Mer : Afrique du Sud, Australie, Canada et Inde.

Le délégué hollandais s'éleva contre l'octroi des tarifs préférentiels au nom du libre-échange, en faisant remarquer que si un tel régime était adopté, la Hollande serait forcée de modifier complètement sa politique commerciale, dont « la clef de voûte est constituée par la clause de la nation la plus favorisée ». (1).

Le délégué anglais fit valoir le même argument et en outre attira l'attention sur les rapports d'un caractère tout à fait spécial qui lient le Royaume-Uni avec ses Dominions.

Mais l'opposition la plus catégorique vint cependant, comme il était d'ailleurs naturel, de la part des pays agricoles d'Outre-Mer. Le délégué australien accusa le régime préférentiel d'être opposé aux principes de la Société des Nations, et « les délégués canadien et australien s'accordèrent de plus à conseiller aux pays agricoles européens de ne pas s'hypnotiser sur la question douanière et de ne pas se figurer que le régime préférentiel ou tout autre apporterait un remède immédiat et merveilleux à leurs maux » (2).

(1) Compte rendu sténographique des Séances de la deuxième Commission. 5^e séance, page 34.

(2) *A. Tibal*. — Op. cit. page 179.

Le délégué français, M. Flandin, après avoir fait remarquer que l'abaissement des tarifs douaniers n'apportera aucune aide aux pays agricoles, de l'Est-Européen, et n'augmentera en rien la capacité de consommation des habitants de ces pays, croit que la solution ne peut être trouvée que « par un effort de crédits, de matériel, d'organisation » (1).

Après le magistral rapport de M. de Michelis qui passe en revue l'activité de la Société des Nations en matière économique, on arrive aux :

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE SUR LE RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION

L'Assemblée,

.....
.....

3° Prenant acte des propositions des Etats qui ont participé à la Conférence agricole de Varsovie, et sans vouloir se prononcer sur la question controversée du traitement préférentiel.

L'Assemblée constate que ces propositions rentrent dans le programme général de l'organisation de l'économie européenne, ainsi que dans la matière des réunions et des négociations prévues dans le cadre du Protocole des négociations ultérieures.

4° L'Assemblée rappelle que la question de la clause de la nation la plus favorisée, inscrite dans le programme des négociations ultérieures, a déjà fait l'objet, de la part du Comité économique, d'une étude approfondie.

(1) Compte rendu sténographique des Séances de la deuxième Commission. 5^e séance, pages 61-62.

die dont les résultats ont été communiqués aux Gouvernements et prie le Conseil de demander au Comité économique de continuer, avec le concours d'experts des pays, particulièrement intéressés, ces études en cette matière, en tenant compte des opinions exprimées au cours des débats de la deuxième Commission.

L'Assemblée demande également au Conseil d'inscrire la question à l'ordre du jour d'une Conférence économique des gouvernements, dès que les études du Comité économique auront atteint le degré d'avancement suffisant. (1)

Les résultats sont donc presque nuls, car comme nous voyons plus haut, l'Assemblée se garde bien de prendre position dans les questions épineuses qui lui étaient soumises, se contentant de les renvoyer à des études ultérieures.

Le débat avait été clairement résumé à son commencement par le Président de la deuxième Commission qui disait :

« La première question qui s'est posée est celle de savoir si en concluant des accords plurilatéraux, nous nous efforcerons d'y faire entrer les États en aussi grand nombre que possible ou si nous essayerons de créer par ces accords des groupes d'États. Ce débat suscitera immédiatement une autre question, à savoir si nous essayerons d'obtenir l'application inconditionnelle et illimitée de la clause de la nation la plus favorisée, ou, au contraire, une application conditionnelle et limitée » (2).

Or, ces questions sont restées sans réponse précise, chaque partie demeurant intransigeante et rendant ainsi impossible la réalisation d'une solution moyenne.

15

(1) Actes de la Onzième Session ordinaire de l'Assemblée, page 190.

(2) Compte rendu sténographique des Séances de la deuxième Commission, 4^e Séance, page 2.

PREMIERE CONFERENCE EUROPEENNE DES CEREALES

M. Briand, en sa qualité de président de la Commission d'études pour l'Union Européenne, convoqua à Paris, pour fin février 1931, deux conférences. La première, réunissant tous les Etats européens sauf l'Albanie, la Russie et la Turquie, commença ses travaux le 23 février. Elle devait étudier les moyens permettant d'écouler le stock de céréales provenant de la récolte 1930, stock que les pays agricoles du Sud-Est européen ne parvenaient pas à liquider.

M. Briand étant dans l'impossibilité d'assumer la direction effective des travaux de la Conférence, M. François-Poncet, sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, fut élu président à l'unanimité.

Les Etats présents peuvent se diviser en trois groupes :

1° Les Etats normalement importateurs de céréales des pays du Sud-Est européen : Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Suisse, Tchécoslovaquie.

2° Les Etats importateurs de céréales mais qui normalement ne s'approvisionnent pas dans les pays danubiens : Angleterre, Danemark, France, Grèce, Hollande, Suède, etc...

3° Les Etats exportateurs de céréales : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie.

Si les premiers se déclarèrent prêts à venir en aide aux pays agricoles, tout en faisant des réserves sur la qualité, surtout pour le blé, les seconds, tout en protestant de leur vif désir de participer à cette aide, firent

valoir l'impossibilité où ils se trouvaient du fait de leur politique commerciale et de leurs engagements antérieurs, de prendre une part effective à celle-ci.

Quant aux derniers, tout en fournissant des détails sur la qualité et le prix des céréales disponibles, ils s'efforcèrent de démontrer l'infime importance de ce stock en face de la demande européenne. D'après les chiffres fournis par le délégué roumain, cet excédent pour la Roumanie ne dépasserait pas en effet, 3 millions de quintaux de blé et 10 millions de quintaux de maïs, alors que l'Europe achète annuellement environ 150 millions de quintaux de blé et 80 millions de quintaux de maïs.

Après des discussions qui durèrent deux jours la Conférence adopta deux résolutions : une relative au blé et l'autre au maïs et à l'orge. Dans la première on se borna à constater « que les besoins en blé dépassaient de beaucoup les cadres de l'excédent européen d'exportation et que l'on était prêt à s'intéresser au sort des quantités disponibles ». (1)

Mais on se refusait d'intervenir dans le détail des opérations de nature commerciale. Toutefois, « d'une façon générale, les membres de la Conférence engagent leur pays à faire une place dans leurs importations de blés étrangers aux blés danubiens et s'engagent à provoquer chez eux des contrats nécessaires pour réaliser des transactions commerciales afin d'accélérer le rythme et le volume des achats de blés souhaités ». (2)

La seconde résolution, relative au maïs et à l'orge, après avoir fait les mêmes constatations, note avec satisfaction que des achats importants sont déjà réalisés

(1) *Elemer Hantos*. — La solution du problème agraire en Europe Centrale. « L'Esprit International », n° 19 du 1^{er} juillet 1931, page 435.

(2) Communication de M. François-Poncet à la presse « le Temps », n° du 26 février 1931.

ou en cours et signale les mesures spéciales prises par certains Etats, mesures de nature à faciliter l'écoulement des stocks.

Ces résolutions furent signées immédiatement par 16 Etats : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Esthonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. La Belgique signa trois jours plus tard. Quant aux autres sept Etats : Angleterre, Danemark, Espagne, Hollande, Irlande, Luxembourg et Suède, les délégués déclarèrent devoir en référer à leur gouvernement.

Dans les pays agricoles les résultats de la Conférence furent accueillis avec un certain scepticisme. On les accusa de ne représenter que des « résolutions sentimentales et des vœux platoniques ». Cette défiance est explicable en grande partie par l'optimisme injustifié qui avait accueilli l'annonce de la Conférence, qui devait servir selon l'expression de M. François-Poncet, de Bourse de Commerce.

« On ne peut nier, cependant, que le fait de la part de tous les Etats européens de se réunir pour discuter cette question des excédents de récoltes, d'affirmer ainsi l'importance attachée à ce problème, de confronter les besoins respectifs des pays importateurs et exportateurs, d'échanger des chiffres exacts sur les excédents de la production et les déficits de la consommation, ait débarrassé le terrain pour une action effective. » (1)

(1) A. Tibal. — La Crise des Etats Agricoles Européens et l'Action Internationale. « Publications de la Conciliation Internationale », Bulletin n^{os} 2, 3, 4 et 5. 1931, page 343.

SECONDE CONFERENCE EUROPEENNE DES CEREALES

Elle a lieu immédiatement après la première, du 26 au 28 février 1931. Son but est d'examiner le problème de la vente des récoltes futures de céréales européennes. Onze Etats y prennent part : Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Esthonie, France, Italie, Norvège, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Elle fut présidée, comme la première, par M. François-Poncet, qui dans son discours d'ouverture des débats, affirma la nécessité d'une collaboration étroite avec les Etats d'Outre-Mer et conseilla aux participants de se mettre d'accord sur l'attitude à adopter à l'égard de ceux-ci.

Le représentant yougoslave, M. Fotitch, reprenant les arguments en faveur des tarifs préférentiels, s'efforce de démontrer que la cause principale de la crise actuelle réside dans la surproduction des céréales dans les Etats d'Outre-Mer. (1) Cette surproduction a entraîné fatalement une baisse des prix. C'est là, le problème qui intéresse le plus les Etats agricoles de l'Europe Centrale, comme le dit si clairement M. Hantos : « Pour le centre de l'Europe, l'impossibilité d'écouler les produits n'était point la question primordiale. La question de la diversité des qualités et le problème des prix sont plus

(1) M. P. Halle, secrétaire de l'Association générale des Producteurs de blé, dans un rapport présenté à la fin janvier 1931 à la Session générale des Agriculteurs de France, indique que les ensemencements de blé de l'Australie, l'Argentine, le Canada et des Etats-Unis sont passés de 3 millions d'hectares — avant la guerre — à 48-49 millions d'hectares aujourd'hui.

importants » (1). Pourtant cette question des tarifs préférentiels rencontra la même opposition. Les délégués des pays importateurs et notamment les délégués autrichien et français essayèrent de démontrer que les mesures les plus propres à solutionner la crise devaient être cherchées dans les domaines du crédit et des transports, domaines dans lesquels la clause de la nation la plus favorisée ne peut être heurtée. Ces mesures ne sont donc pas de nature à soulever l'opposition des Etats d'Outre-Mer et comme telles sont préférables aux modifications du régime douanier.

Toute ces discussions se trouvent résumées dans le rapport adressé par la Conférence au président de la Commission d'études pour l'Union européenne, rapport contenant 5 points.

Dans le premier point le Comité des onze Etats reconnaissant le caractère universel du problème, conseille aux producteurs de tous les continents de s'entendre entre eux, et indique la Conférence Internationale de Rome prévue pour fin mars 1931, comme le meilleur terrain où pourrait s'exercer cette entente.

Dans le second point le Comité, examinant les avantages d'ordre douanier (tarifs préférentiels) demandés par certains Etats, croit devoir s'en tenir aux conclusions du rapport rédigé par une commission de la Conférence d'action économique concentrée (Genève, novembre 1930). Les huit points de ce rapport, qui réservait la question de principe et la possibilité d'application, étaient les suivants :

1° Le régime préférentiel constitue une dérogation conditionnelle, exceptionnelle et limitée à la clause de la nation la plus favorisée, qui représente le régime normal du commerce international.

(1) *Elemer Hantos*. — La Solution du Problème Agraire en Europe Centrale. « L'Esprit International », n° 19 1931, page 436.

2° Il n'est accordé qu'aux céréales et à leurs dérivés.

3° Il ne pourrait porter atteinte aux Etats d'outre-mer et devrait être appliqué avec l'assentiment de ceux-ci.

4° Il ne doit pas compromettre la protection des intérêts agricoles des pays importateurs, et ne doit pas pousser les pays exportateurs à accroître leur production.

5° Il ne serait accordé que pour des quantités limitées.

6° Il ne serait demandé qu'aux Etats importateurs de céréales d'origine européenne qui frappe celles-ci de droits protecteurs, et non à ceux qui les acceptent en franchise.

7° Si une contre-partie de même nature est demandée par les Etats importateurs, celle-ci ne peut être appliquée qu'avec le consentement des pays intéressés et jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

8° La délégation italienne déclare être défavorable à l'application d'un tel régime (1).

Dans le troisième point le Comité conseille des mesures d'ordre ferroviaires et bancaires comme susceptibles d'apporter une amélioration à la crise. Il conseille aussi une meilleure organisation des exportations et une plus étroite collaboration entre les services publics et le commerce libre. Enfin, il signale le vœu de quelques acheteurs qui demandent une meilleure adaptation des blés danubiens aux préférences de la meunerie de leur pays.

Dans le quatrième point il note avec satisfaction l'existence des travaux préparatoires concernant la créa-

(1) Comptes rendus de la Deuxième Conférence pour une action économique concentrée, pages 28-29.

tion d'un Institut International de Crédit agricole.

Enfin, dans le cinquième et dernier point le Comité exprime le vœu, étant donné la mobilité des phénomènes agricoles, que les problèmes présents puissent faire l'objet en cas de nécessité, d'une nouvelle consultation.

Malgré le vague de leurs conclusions, malgré la réserve de laquelle on ne se départit pas pour les questions de régimes préférentiels, de qualité et surtout de prix, l'importance de ces deux conférences européennes des céréales ne peut être contestée. Elles permettent à la France de préciser son point de vue en face des tarifs préférentiels auxquels elle oppose un système de mesures d'ordre bancaire et de transports. Elles permettent aussi de compléter les statistiques et prouvent surtout un vif désir d'arriver à un accord. Mais leur plus grand mérite réside dans le fait qu'elles dégagent le problème de la crise et le posent dans sa vraie lumière. Enfin, « elles ont attiré l'attention sur le foyer capital de la crise continentale, sur le *problème-noyau* de Pan-europe » (1).

(1) *Elemer Hantos*. — La Solution du Problème Agraire en Europe Centrale. « L'Esprit International », n° 19 1931, page 436.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU BLE

Organisée par les soins de l'Institut International d'Agriculture, elle commence ses travaux à Rome le 26 mars 1931. Quarante-six Etats y prennent part, ainsi que des représentants de la Société des Nations, du Bureau International du Travail, de la Chambre de Commerce Internationale, de la Commission internationale permanente des Associations agricoles, etc... L'importance de cette conférence réside dans le fait que tous les Etats producteurs ou consommateurs de blé se trouvent représentés, notamment les Etats d'outre-mer et la Russie. Les Etats-Unis avaient délégué, suivant leur habitude, seulement un observateur.

Après l'élection de M. de Michelis comme président les débats commencèrent par un discours du ministre italien de l'Agriculture, M. Acerbo, qui déclara que l'Italie est défavorable à toutes mesures ayant pour but la limitation de la production du blé. Après les délégués polonais et yougoslaves qui défendirent encore une fois le régime préférentiel, après M. François-Poncet qui résuma les travaux des deux conférences qu'il avait présidées, on donna la parole au représentant de l'Argentine. Celui-ci s'éleva violemment contre les tarifs préférentiels, qu'il considère comme une solution inacceptable, issue d'un point de vue trop partial. Il dénonça les exportations de blé soviétique comme une des causes principales de la crise actuelle et finit en menaçant les Etats qui se rendraient coupables d'achats de ce blé, d'un remaniement fondamental des traités de commerce.

Après lui, le professeur Kritzmann, délégué de l'U. R. S. S., affirma que l'augmentation de la production de blé en Russie est justifiée par l'accroissement de la population et les besoins de celle-ci. En outre, les importations nécessitées par la réalisation du plan quinquenal, rendent indispensable comme contre-partie d'importantes exportations, dont le blé forme la majorité.

Le délégué roumain prit encore une fois la défense du régime préférentiel et montra les dangers qui menacent la paix mondiale si une solution rapide de la crise n'intervient pas.

Enfin, après le délégué belge, qui protesta contre la suggestion des Etats d'outre-mer selon laquelle la culture des céréales devrait être abandonnée par l'Europe, le délégué australien qui approuva entièrement les déclarations de son collègue argentin, le délégué du Canada qui démontra qu'une réduction des emblavures ne pouvait être obtenue par une contrainte de l'Etat, les délégués suisse et autrichien qui insistèrent sur une augmentation de la consommation, une série de propositions qui ont le grand mérite d'être pratiques et précises, fut formulée par le délégué hongrois, M. Pronay.

Ces propositions au nombre de six étaient les suivantes :

1° Création par chaque Etat exportateur de blé d'un organisme ayant pour but d'effectuer ou de contrôler les exportations.

2° Obligation pour ces mêmes Etats de n'exporter qu'un contingent annuel fixé d'avance et consistant dans une réduction de 10 à 15 p. 100 sur la base des chiffres actuels.

3° Création d'une Commission internationale, chargée de fixer ces contingents, ainsi que les principes d'une politique du prix des blés et de la répartition des marchés.

1° Obligation pour les Etats exportateurs de blé de ne pas augmenter les surfaces ensemencées pendant les années à venir.

5° Transformation des excédents de blé en fourrage pour les animaux, fourrage qui serait importé en franchise de droits de douane.

6° Application aux Etats qui refuseraient de souscrire à un tel accord des deux méthodes suivantes :

1° Rupture des relations commerciales.

mais comme cette méthode est pratiquement impossible à appliquer,

II° Création par les Etats importateurs d'organismes chargés d'acheter, à l'exclusion de tous autres, dans la limite du contingent fixé par la Commission internationale (voir point 3°), l'excédent de blé de ces Etats récalcitrants.

Dans le même ordre d'idées, M. Mastny, délégué tchécoslovaque, proposa les solutions suivantes :

1° Création par tous les Etats importateurs d'une société centrale d'importation, et par tous les Etats exportateurs des sociétés centrales d'exportation.

2° Participation aux Conférences internationales des représentants des consommateurs ainsi que des personnes les plus en vue du monde coopératif international.

3° Utilisation des magasins coopératifs pour faciliter et activer les ventes et les achats de céréales.

Le délégué allemand, M. Hermes, après avoir attiré l'attention de la Conférence sur la réduction des emblavures dans son pays, mais aussi sur le danger que peuvent présenter de telles réductions, se déclara partisan d'un régime préférentiel, tout comme son collègue le délégué autrichien. Il dit en effet :

« Les propositions des pays danubiens en vue d'un régime préférentiel représentent un programme concret pour la solution des difficultés au moins d'une partie

des régions productrices de blé et sont dignes de sérieuse considération ; elles ne sont pas un obstacle à la solution réelle du problème. » (1)

Enfin, le délégué de la Grande-Bretagne montra le danger que pourrait présenter une diminution de la production de blé. Le délégué soviétique parla dans le même sens mais se déclara, par contre, favorable à la question des contingents.

Les trois commissions constituées par la Conférence travaillèrent du 30 mars au 1^{er} avril.

La Commission pour l'organisation internationale de la production et du commerce des céréales, sous la présidence de M. François-Poncet, après une brève discussion, rejeta la solution de la réduction de la production, et s'attacha à la question du développement de la consommation. Après plusieurs suggestions faites par les délégués anglais et roumain, une proposition ferme fut apportée par M. Fergusson (Canada), à laquelle se rallièrent immédiatement les délégués argentins, hongrois et de l'U. R. S. S. Voilà le texte de cette proposition qui fut adoptée par la Commission :

« La Conférence, reconnaissant l'importance de l'organisation rationnelle de la vente des excédents de blé et convaincus que la baisse du prix actuel du blé sur le marché mondial est un facteur sérieux de leur dépression économique présente, est d'avis qu'il est désirable que les pays exportant du blé, notamment la République Argentine, l'Italie, la Bulgarie, le Canada, la Hongrie, l'Inde, la Pologne, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Roumanie et la Yougoslavie devaient se réunir aussitôt que possible pour organiser sur une base internationale l'exportation de la récolte de la campagne 1931-1932. »

(1) Compte rendu des séances de la conférence, paru dans le journal « Il Sole », n° du 29 mars 1931.

Cette réunion fut fixée pour le 18 mai, à Londres. Elle devait prendre comme base de ses travaux les deux propositions hongroise et tchécoslovaque, que nous avons étudiées plus haut.

La Commission pour le Crédit agricole international, sous la présidence de M. Mullie (Belgique), s'occupa surtout de crédit à court terme. Les délégués canadiens exposèrent un système de crédit coopératif, pratiqué par les cultivateurs de leur pays.

Le Comité pour le régime préférentiel, sous la présidence de M. Stucki (Suisse), ne réussit à aboutir, après des discussions mouvementées, qu'à un compromis ; les Etats d'outre-mer, tout en maintenant leur opposition de principe admirent la possibilité pour les Etats européens importateurs de conclure des accords préférentiels avec leurs fournisseurs du Sud-Est européen, se réservant toutefois, la liberté de prendre des contre-mesures telles que dénonciation des traités de commerce, représailles douanières, etc...

L'acte final de la Conférence comprend trois parties :

I° Organisation de la production et du commerce du blé.

Dans cette partie la Conférence reconnaissant l'impossibilité de limiter ou de diminuer par un règlement obligatoire les surfaces ensemencées en blé, conseille une augmentation de la consommation ainsi qu'une meilleure organisation du marché. Elle prend acte avec satisfaction de la convocation de la Conférence de Londres.

II° Crédit agricole international.

La Conférence étudie le crédit agricole à long, moyen et court terme. Elle recommande surtout ce

dernier comme de nature à éviter une aggravation de la crise.

III^o *Régime douanier préférentiel.*

La Conférence remarque que la discussion a eu pour base une annexe au rapport de la seconde conférence pour une action économique concentrée. (1) Elle constate, en outre, que le manque des éléments statistiques empêche quelques grands pays exportateurs de se prononcer sur cette question. Elle indique, enfin, comme seuls moyens de continuer la discussion en vue de conclure des accords sur la base du régime préférentiel, la voie diplomatique.

La Conférence rencontra, avant comme après sa disparition, autant de détracteurs acharnés que d'admirateurs enthousiastes. Son grand mérite réside, comme nous l'avons dit plus haut, dans le fait qu'elle a réussi à réunir tous les pays importateurs et exportateurs de blé. Des nombreuses suggestions auxquelles elle a donné lieu, nous devons en dégager deux :

1^o Réduction de la production, c'est-à-dire diminution internationale des emblavures.

2^o Contingentement et distribution des ventes sur les marchés.

La première suggestion était théoriquement la plus simple. On a démontré, en effet, qu'une réduction des surfaces ensemencées en blé de 10 p. 100, ferait disparaître la surproduction mondiale et permettrait à l'offre et à la demande de jouer normalement. Pourtant au point de vue pratique cette solution n'est pas acceptable, surtout pour les pays de l'Europe Centrale. « Car, dans cette zone critique de l'Europe, la crise agricole ne revêt pas seulement un caractère économique, elle se

(1) Nous avons parlé de ce rapport plus haut pages 90-91.

complique d'une question sociale. Contrairement à ce qui se passe dans les « manufactures de céréales » d'outre-mer, orientées vers le marché mondial, nous voyons ici des millions de petites exploitations paysannes dont les propriétaires restent — dans la bonne ou la mauvaise fortune — attachés au sol. Une « rationalisation » dans le cadre mondial ne serait-elle pas pour eux, le coup fatal qui poserait dans un prochain avenir la question du « dernier paysan » ? (1)

En outre, comme le fait si bien remarquer l'auteur cité plus haut, cette solution ne peut donner des résultats pratiques qu'après une assez longue période de temps. Les membres de la Conférence ont bien senti ce qu'il y avait de frêle et de factice dans cette suggestion et c'est pour cela qu'elle n'a pas été retenue.

Reste la seconde suggestion : le contingentement des ventes. Elle a recueilli l'adhésion unanime et c'est avec enthousiasme qu'on attendait la Conférence de Londres. Elle a malheureusement son revers car elle liait « le problème des excédents minimes de l'Europe Centrale au problème des stocks énormes du marché mondial. » (2)

Quant à la question du régime préférentiel, la Conférence de Rome marque la fin des discussions internationales à ce sujet. Les pays producteurs non-européens, ont admis en fin de compte que des accords bi-latéraux ou plurilatéraux pourraient être conclus entre pays importateurs et exportateurs européens ; ils ont cependant réservé leur liberté d'apprécier la valeur de ces accords, et leur droit de prendre, par la suite, telle mesure qu'ils jugeraient opportune.

(1) *Elemer Hantos*. — La Solution du Problème Agraire en Europe Centrale. « L'Esprit International », n° 19 1931, page 434.

(2) Op. cit., page 435.

... Le seul résultat pratique fut donc la convocation de la Conférence de Londres. Nous verrons immédiatement si les espoirs nourris étaient fondés.

CONFERENCE DES ETATS EXPORTATEURS DE BLE

La Conférence se réunit à Londres le 18 mai 1931, sous la présidence de M. Fergusson, haut-commissaire du Canada. Elle comprend les représentants de onze pays : Argentine, Australie, Bulgarie, Canada, Etats-Unis, Hongrie, Inde, Pologne, Roumanie, U. R. S. S. et Yougoslavie. Son but était de chercher les méthodes d'écoulement des excédents actuels ainsi qu'une meilleure répartition des excédents de blé à venir. Comme le fait remarquer si justement M. Tibal (1), son programme est le même que celui des Conférences de Paris, avec la seule différence qu'on limitait le problème au blé et que les Etats d'outre-mer ainsi que l'Union soviétique y étaient représentés.

On se rappelle que la base des discussions devait être formée par les propositions hongroises et tchécoslovaques à la Conférence de Rome. La délégation australienne avait même préparé dans ce sens un vaste programme, prévoyant la création d'une organisation internationale de vente représentant les pays exportateurs de blé et contrôlant toutes les qualités offertes à l'exportation ; l'obligation pour tout pays exportateur d'en faire partie ; établissement pour ces pays de contingents annuels exportables ; répartition de ces contin-

(1) A. Tibal. — Op. cit., page 425.

gents sur l'espace de 12 mois, avec interdiction d'exporter en un mois, sauf autorisation spéciale de l'Organisation internationale, plus d'un cinquième de son contingent annuel.

Malheureusement, dès les premiers jours, on s'aperçut que les Etats-Unis étaient hostiles à ce système. Ils proposaient en échange, une restriction des surfaces enssemencées par voie de conseils aux agriculteurs.

A son tour le délégué de l'U. R. S. S. s'éleva contre les suggestions américaines, déclarant que son pays ne pouvait accepter aucune réduction, mais que tout au contraire il va persévérer dans sa politique d'intensification de la production, intensification qui lui est dictée par l'augmentation constante de sa population ainsi que par l'élévation du « standard of life » de celle-ci. Il préconisait en échange un contrôle international de l'exportation des céréales ainsi qu'un contingentement des exportations, mais sous réserves de deux conditions :

1° Les contingents seront fixés, pour la Russie, sur la base des exportations d'avant-guerre.

2° Des crédits seront accordés à ce pays pour le financement du stockage.

Les positions prises par ces deux pays, les Etats-Unis et l'U. R. S. S., étant inconciliables, la Conférence devait aboutir à une impasse. Elle décida pourtant, avant de se séparer, dans une résolution finale adoptée à l'unanimité, « la création d'une Commission comprenant des représentants de toutes les nations exportatrices, afin de remplir le rôle de « clearing house » ou de centre général d'informations relatives au blé, de suivre à chaque instant l'état des stocks et des récoltes probables et de chercher les moyens de réaliser de nouvelles utilisations industrielles des céréales. » (1)

(1) Op. cit., pages 427-28.

CHAPITRE TROISIEME

LE PROJET D'ACCORD DOUANIER

AUSTRO-ALLEMAND

ET LE MEMORANDUM CONSTRUCTIF FRANÇAIS

Au lendemain de la guerre l'Autriche se remit courageusement au travail. Amputée de la plupart des territoires qui lui fournissaient les matières premières indispensables à ses industries, et qui en échange absorbaient la presque totalité de ses produits finis, elle essaya de limiter le désastre par une meilleure organisation. Pour suppléer au manque de combustibles elle développa les installations des mines de lignites et essaya de mettre en valeur ses importantes réserves de houille blanche, par l'équipement de nouvelles chutes d'eau (1). Elle mit à contribution la science qui, par ses dernières découvertes, permet un meilleur rendement des mines de fer et des haut-fournaux. La production agricole refint aussi son attention : elle s'efforça à développer les ensemencements ainsi que le rendement par hectare. Les industries de luxe essayèrent de profiter des circonstances favorables et d'éten-

(1) Ces réserves sont évaluées à 2 millions de H.-P., dont seulement environ 20 % sont utilisées. Voir L.-E. Lemonon, « La Nouvelle Europe Centrale ». F. Alcan, Paris 1931, page 40.

dre leur marché. Enfin, consciente des dangers de la fluctuation, elle avait stabilisé, en 1925, sa monnaie.

Malgré tous ses efforts méritoires et malgré l'aide que la Société des Nations ainsi que les principales puissances ne lui ont pas marchandée, la situation économique et financière restait précaire et même empirait. Se basant sur le fait que l'Allemagne, absorbant à elle seule 17,5 % du montant de ses exportations, était plus qu'aucun autre pays susceptible de lui venir en aide, poussée d'autre part, par un fort courant politique qui avait gagné l'opinion publique, l'Autriche, désireuse surtout d'échapper à l'isolement où l'avait astreinte la vague de protectionnisme qui submergeait l'Europe Centrale, se tournait résolument vers son ancienne alliée, l'Allemagne, et signait avec celle-ci le 18 mars 1931 un projet d'accord douanier. Le secret des négociations fut si bien gardé que les autres Etats n'apprirent l'existence de celui-ci que le 23 mars à peine.

Les points principaux de ce projet d'accord douanier sont les suivants:

I

1° Sous réserve du maintien complet de l'indépendance des deux Etats et en respectant entièrement les engagements pris par eux à l'égard de tierces puissances, le traité vise à marquer le commencement d'une nouvelle réglementation de la situation économique européenne par la voie d'accords régionaux.

2° Dans le traité, les deux parties contractantes s'engageront à entrer en pourparlers en vue d'une réglementation analogue avec tout autre pays qui en formulera le désir.

II

1° L'Allemagne et l'Autriche conviendront d'une

loi douanière et d'un tarif douanier concordants dans les deux régions douanières, loi et tarif qui devront être mis en vigueur avec le traité et pour sa durée.

III

1° Dans le trafic des marchandises entre les deux pays il ne sera pas perçu de droit d'entrée ni de droit de sortie pendant la durée du traité.

2° Les deux gouvernements s'entendront par le traité sur le point de savoir si, pour quelle période et pour quelles catégories de marchandises, des tarifs transitoires s'avèrent nécessaires.

.....
.....

V

1° L'administration des douanes de chacun des deux pays devra être indépendante de celle de l'autre et ne dépendre que du gouvernement de son propre pays. Chaque pays supportera les charges de son administration douanière.

2° Tout en respectant entièrement le principe précité, les deux gouvernements prendront des mesures techniques spéciales en vue d'une application identique de la loi douanière et du tarif douanier, ainsi que des autres prescriptions douanières.

.....
.....
.....

IX

1° Chacun des deux gouvernements doit conserver,

en principe, le droit de conclure des traités de commerce avec les Etats tiers, après l'entrée en vigueur du traité ;

2° En entrant en pourparlers avec les Etats tiers, les gouvernements allemand et autrichien devront faire en sorte que les intérêts de l'autre partie n'y soient pas lésés et qu'ils ne soient pas en contradiction avec le contenu et les buts du traité à conclure.

.....

XI

.....
 3° Lorsque l'un des deux gouvernements est d'avis que la décision de la Commission d'arbitrage dans un des cas A et B lèse les intérêts vitaux de son économie, il peut, en tout temps, dénoncer le traité moyennant un préavis de six mois. Une pareille résiliation est également admissible durant la période de trois ans prévue au chapitre XII, paragraphe 2°.

XII

.....

2° Le traité peut être dénoncé en tout temps avec un préavis d'un an ; toutefois, pour la première fois et après la troisième année de son entrée en vigueur, sous réserve de la prescription contenue au chapitre XI, paragraphe 3°.

Sans nous attacher aux difficultés d'ordre politique ou juridique suscitées par ce projet, nous nous employerons à examiner, d'une façon objective, le problème économique qu'il pose. Nous ferons seulement remarquer que la Cour de Justice Internationale de La

Haye, saisie par la Société des Nations, a condamné ce projet comme étant contraire à l'esprit des traités et des différentes conventions.

La première questions qui s'impose à notre examen, qui d'ailleurs est la plus importante et devra dominer tout le débat, est de savoir si l'Autriche profitera de cette union douanière ainsi conçue. Pour pouvoir donner une réponse satisfaisante nous devons étudier chaque branche de la production autrichienne et essayer d'apercevoir les modifications apportées par l'application de l'union.

La production autrichienne agricole est annuellement de :

3.100.000	quintaux	de froment
4.800.000	—	de seigle
2.105.000	—	d'orge
4.400.000	—	d'avoine

Cette production étant insuffisante à couvrir les besoins de sa population, l'Autriche est obligée chaque année d'importer environ :

2.340.000	quintaux	de froment
1.000.000	—	de seigle
660.000	—	d'orge
1.000.000	—	d'avoine

Etant donné cette nécessité les droits du tarif autrichien sont modérés. Il n'en serait pas de même si l'union

projetée entrant en vigueur. Nous empruntons aux « Agricultures de France » (1) le tableau suivant des protections douanières allemandes et autrichiennes, où les droits sont calculés en francs actuels sur la base du tarif minimum, par quintal :

Cultures céréalières

	Allemagne	Autriche
Blé	112	9,50
Seigle	122	9,50
Orge	36	9,50
Avoine	49	7

Pommes de terre

du 15 février au 31 mars.....	122 (primeurs)	14
du 1 ^{er} avril au 30 août	24	néant

Cultures industrielles

Betteraves sucrières fraîches..	18	néant
Betteraves sucrières séchées ...	610	—
Houblon (poids brut).	915	95
Sucre non raffiné	195	57

Viticulture

Raisin de table (1 ^{er} juillet-31 décembre)	30	47,50
Vin en tonneau (rouge	195	142
(blanc	274	122
Champagne	1220	712

(1) *Agriculteurs de France*, 25 juillet 1931. — Le projet d'union douanière austro-allemande.

Elevage

	Allemagne	Autriche
(au moins..	954	142
Chevaux (par tête) (au plus ..	2195	607
Bovins	149	40
Porcs (de moins de 100 kgs....	165	86
(de plus de 100 kgs	165	exempts
Moutons	98	8,50

Viandes fraîches

de porcs en morceau de plus de 90 kgs	195	14,25
de porcs en morceau de moins de 90 kgs	195	29,50
Morceaux de porc (à rôtir)	195	142
Autres viandes de porc	195	123
Viande de bœuf	224	109

Fromages

Pâtes dures	183	142
Camembert, brie, hollande, etc.	305	285

Œufs

Par caisses	30	exempts
-------------------	----	---------

L'unification douanière se faisant en élevant les tarifs autrichiens au niveau des tarifs allemands on se rend compte aisément que les prix des produits alimentaires importés subiront une hausse proportionnelle à cette élévation. Car, s'il est vrai d'une part que l'Allemagne exporte du seigle et de l'orge, qui trouveraient ainsi un débouché en Autriche sans payer de droits d'entrée, conformément à l'article 3 paragraphe I du projet,

d'autre part, elle est obligée d'importer de grandes quantités de froment. Voici, d'ailleurs, comment s'est présenté pendant ces dernières années le commerce extérieur des céréales de l'Allemagne (1) :

	1926-27	27-28	28-29
	(en milliers de tonnes)		
<i>Froment</i>			
Importation	2.528	2.554	2.547
Exportation	93	144	383
Importation nette	2.435	2.410	2.164
<i>Seigle</i>			
Importation	640	573	185
Exportation	153	218	533
Exportation nette	—487	—355	+348

La hausse des prix des produits agricoles importés aurait fatalement une répercussion sur la production autochtone et faisant tâche d'huile, affecterait tous les objets de la consommation courante. Le coût de la vie en Autriche était jusqu'à présent beaucoup moins élevé qu'en Allemagne. Le « *Wirtschaft und Statistik* » (2) publie le tableau comparatif suivant, dont les chiffres sont fournis par l'Office Statistique du Reich :

(1) *H. Laufenburger*. — La vie économique en Allemagne. « *Revue d'Economie Politique* » 1930, page 1212.

(2) *Wirtschaft Und Statistik*. — N° 11 1931, page 233.

<i>Coût de la vie</i>	1914	1928	1929	1930
Nombres index pour l'Allemagne.	100	152	154	147
Nombres index pour l'Autriche..	100	108	111	111

L'adoption par l'Autriche du tarif douanier allemand modifierait profondément cet état de choses.

Il est évident que les agriculteurs autrichiens, qui représentent environ 42 % de la population active, y trouveraient un bénéfice immédiat, jouissant d'une protection beaucoup plus élevée, mais, par contre, les consommateurs auraient à payer annuellement environ 3 milliards 1/2 de francs de plus qu'avant.

La mise en vigueur de l'union douanière projetée aurait donc comme *premier résultat la hausse des barrières douanières entourant l'Autriche et par ricochet la hausse des prix ainsi que l'élévation du coût de la vie.*

Si la presque totalité des producteurs agricoles autrichiens est favorable à l'union douanière avec l'Allemagne faisant en cela preuve d'un égoïsme assez compréhensible, il n'en est pas de même dans la production industrielle. Le journal viennois « Böerse », qui s'est livré à une enquête approfondie à ce sujet, nous fait savoir, en effet, que sur 1.200 entreprises industrielles autrichiennes, 80 % seraient défavorables à cette union. Ce pourcentage représente une grande partie de l'industrie de l'acier, les industries de la mécanique, les industries chimiques et du caoutchouc, du ciment et du coton. Les représentants les plus autorisés de ces industries, dans une série d'articles publiés par le même journal, démontrent clairement l'impossibilité où se trouvent les établissements industriels autrichiens, non seulement de concurrencer, mais même de coexister dans un même périmètre douanier, avec les industries similaires allemandes, de beaucoup mieux outillées et

disposant, malgré la crise actuelle, de capitaux plus importants.

Ainsi, le président de l'industrie chimique et métallurgique, M. Pollak, faisant remarquer que l'industrie chimique allemande ne produit actuellement que 30 à 40 % de sa capacité, dénonce le projet d'union douanière comme menaçant dans son existence même la grande et petite industrie chimique autrichienne.

M. Karl Mikulaschek déclare que la concurrence allemande forcerait les fabriques autrichiennes du sucre à fermer leurs portes et à licencier tous leurs ouvriers.

De même les fabriques de ciment autrichiennes ne pourraient lutter avec l'industrie similaire allemande, dont la capacité est le double de sa production actuelle.

Enfin, le Dr. Hans Schuller, membre du conseil d'administration des Etablissements Schuller, déclare que l'industrie de la bonneterie allemande, puissante et bien équipée, obligerait les entreprises autrichiennes similaires à liquider. Il ajoute n'avoir aucune confiance dans les tarifs transitoires dont les effets lui paraissent illusoires.

Le « Böerse » poursuivant son enquête fait remarquer que les industries favorables à l'accord douanier sont les industries cartellisées : les industries du textile, une partie de la filature, les industries du bois, du cuivre, de la confection, de la chaussure et les industries de luxe. Elles sont poussées à prendre cette attitude par des raisons financières, car elles comptent toucher des primes rémunératrices pour l'arrêt de la fabrication ainsi que pour la prise en charge des actions et des quotes-parts d'autres industries.

Mais cet arrêt de la fabrication obligera tous les établissements autrichiens à licencier leurs ouvriers, qui iront grossir l'armée des chômeurs, et contribuera ainsi

à rendre encore plus difficile la solution du problème du travail.

Si nous examinons maintenant le rapport existant entre le capital emprunté et le capital propre, employés dans les divers groupes d'industries tant allemand qu'autrichien, nous trouvons pour cent unités de capital propre les chiffres suivants d'unités de capital emprunté :

	Allemagne	Autriche
Industries métallurgiques	105	108
— mécaniques	89	149
— chimiques	57	140
— textiles	83	123
— du caoutchouc	94	125
— du bois	83	113
— du papier	81	76
— du cuir	106	98
Energie électrique, gaz, etc....	104	111
Pierre, argile	44	64
Denrées alimentaires	88	67
Vêtements	62	187 (1)

Il est évident, d'après ces données, que la majorité de l'industrie autrichienne travaille relativement avec plus de capital emprunté que l'industrie allemande, ce qui fait que le prix de production, pour le calcul, duquel on doit tenir compte des intérêts à payer, est plus élevé en Autriche qu'en Allemagne.

La plupart des capitaux empruntés, investis dans

(1) Page 86. — Nous avons extrait ce tableau de l'article publié dans le numéro 691 de « l'Europe Nouvelle » du 9 mai 1934 et intitulé : « l'Autriche profiterait-elle d'une Union douanière avec l'Allemagne », page 648.

l'industrie autrichienne, venant d'Allemagne, l'auteur de l'article sus-mentionné se demande si l'union douanière n'amènerait pas, pour des motifs de rationalisation, la concentration de la production dans les entreprises allemandes qui travaillent dans des conditions plus favorables. Cette hypothèse est possible et même probable, mais alors elle aggraverait les conditions de la main-d'œuvre sur le marché autrichien par la liquidation soit totale, soit partielle de son industrie.

Les négociateurs du projet d'union douanière ont d'ailleurs très bien senti la faiblesse de l'accord sur ce point et pour répondre d'avance aux critiques auxquelles il pouvait prêter, ils ont prévu l'institution de tarifs transitoires par l'article 3 paragraphe 2°. Cette solution avait d'ailleurs été conseillée déjà par M. Wolf en 1915. L'auteur nommait cette ligne douanière intermédiaire *Zwischenzoll-Linie* (1). On peut pourtant se demander si cette protection n'est pas plus apparente que réelle, ou, ce qui est encore plus grave, si ces tarifs intermédiaires ne vont pas à l'encontre de leur but. En effet, l'existence de ces tarifs est limitée: ils sont destinés à disparaître le plus rapidement possible et on est en droit alors de se demander si l'industrie autrichienne, sachant son existence menacée le jour de la disparition de ces tarifs, ne cessera de faire des investissements de capitaux, ce qui aboutirait à paralyser toute activité industrielle.

Nous avons vu d'ailleurs, plus haut, ce qu'en pensait un des dirigeants effectifs de cette industrie.

Quant à la possibilité prévue par l'article XII paragraphe 2, de dénoncer l'accord après trois ans, son effet peut être considéré comme tout aussi illusoire. Il serait, en effet, bien difficile, sinon impossible, à l'Au-

(1) *Julius Wolf*. — Zur Frage eines deutsch — oesterreichisch — ungarischen Zollverbands. Reichert, Leipzig, 1915.

triche de relever ses industries détruites pendant cette période de trois ans, ou de leur redonner l'importance qu'elles avaient avant.

Nous voyons donc que l'union douanière aurait pour *second résultat la disparition plus ou moins rapide de l'industrie autrichienne et l'aggravation du problème du chômage.*

Ces constatations nous les trouvons admirablement exprimées par le grand promoteur de l'union douanière austro-allemande, par celui que nous pouvons considérer comme le père spirituel de l'actuel projet, par Friedrich Naumann. Dans son livre intitulé « Mitteleuropa » et publié pendant la guerre, il développa, en effet, l'idée de la nécessité d'une union entre l'Allemagne et l'Autriche Hongrie. Ce livre, basé sur une documentation sérieuse et qui envisageait le problème sous toutes ses faces, a eu un retentissement formidable. Sa parution donna lieu à de vives polémiques entre les partisans et les adversaires d'un tel système. En laissant de côté les exagérations et une certaine partialité, explicables si on considère l'époque où fut écrit cet ouvrage, nous devons reconnaître que Naumann a fort bien saisi le point faible de cette union douanière. Examinant les conséquences de cette union pour l'industrie autrichienne, il dit, en effet :

« Tandis que les industries qui, jusqu'à présent, ne sont soutenues que par les commandes et les achats émanant de leur entourage immédiat, pour des raisons locales et nationales, ressentiraient un choc dû à une nouvelle concurrence de la part d'industries qui, à la vérité, auraient à supporter de plus grands frais de transport, par suite de leur éloignement des marchés, mais qui travailleraient dans des conditions plus avantageuses » (1).

(1) Friedrich Naumann. — L'Europe Centrale. Payot Paris, page 201.

Seulement, Naumann tire de ces faits des conclusions inquiétantes: « la communauté douanière ne conviendrait et ne serait utile aux Autrichiens qu'à la condition d'être en même temps une entente beaucoup plus grande qu'une simple convention de tarifs » (1).

Or, c'est justement ce que l'on voulait éviter: l'union douanière servant de paravent à une union politique étroite des deux pays. Ce fait serait, en effet, de nature à rompre l'équilibre qui subsiste, tant bien que mal, dans l'Europe Centrale. Naumann espérait que « de même que l'Empire allemand est issu du Zollverein, de même une grande union d'Etats peut naître dans l'avenir d'une communauté douanière avec l'Autriche Hongrie » (2). Il ajoute d'ailleurs immédiatement après:

« Il se mélange dans cette manière de voir beaucoup d'idées justes et fausses, et ces dernières résident surtout dans l'estimation exagérée que l'on se fait des résultats politiques qui peuvent découler d'une simple union douanière. Il ne faut pas oublier que l'union douanière de la Prusse avec le Hanovre, la Bavière et le Wurtemberg n'avait pas empêché ces Etats de se dresser contre elle, les armes à la main, en 1866 » (3).

Mais il est évident, que les effets de cette union ne seront pas limités au marché national et que dans l'état actuel de la vie économique, l'union aura des répercussions importantes sur le marché européen et en premier lieu dans les Etats fournisseurs, de l'Autriche.

Le point de vue théorique se trouve clairement exposé dans la seconde partie du Mémoire du Gouvernement français présenté au Conseil de la So-

(1) Op. cit., page 202.

(2) Op. cit., page 207.

(3) Op. cit., page 207.

ciété des Nations le 16 mai 1931. Celui-ci, attirant l'attention sur les contradictions existant entre le projet d'union douanière et les principes traditionnellement reconnus du Droit International, résume ainsi la position du problème :

« On se trouve en présence de deux hypothèses : ou bien le régime qui résultera de l'accord du 19 mars sera une union douanière, auquel cas les puissances qui, comme la France n'ont pas spécifié dans leurs traités avec l'Allemagne et l'Autriche que la clause de la nation la plus favorisée ne jouerait pas dans le cas d'une telle union, seront en droit de réclamer l'extension à leur commerce des mesures prévues par le protocole. Ou bien, le régime envisagé par le protocole du 19 mars sera simplement un régime économique comportant des dispositions tarifaires spéciales, auquel cas les Etats tiers seront fondés à réclamer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée ».

Quant à la Société des Nations, son attitude devant le principe des unions douanières se trouve exposée dans les recommandations concernant la politique commerciale, recommandations faites par le Comité économique. Celui-ci, tout en reconnaissant que les unions douanières apparaissent comme des cas d'espèces pouvant soulever des objections fondamentale de la part des Etats tiers, a tenu à préciser qu'il n'entendait formuler aucune opinion au sujet de la question de leur formation.

Au point de vue pratique, le projet d'union douanière austro-allemand n'est pas fait pour améliorer les relations économiques de l'Autriche avec ses principaux fournisseurs. Si, en effet, l'Autriche a obtenu dans les pays danubiens ainsi qu'en Pologne et en Tchécoslovaquie des tarifs douaniers de nature à favoriser ses exportations de produits manufacturés, c'est grâce à la modération de ses droits d'entrée sur les produits

agricoles et sur les animaux vivants. Il est évident que si ces droits sont majorés pour atteindre le niveau de ceux du tarif allemand, ces relations seront les premières à en souffrir.

Cette hausse des tarifs autrichiens atteindrait :

1° *La Hongrie* qui a exporté en Autriche pendant l'année 1930 pour 162 millions de shillings de produits alimentaires et de boissons. Voici, d'ailleurs, quelques chiffres que nous prenons dans l'article cité plus haut de la Revue des Agriculteurs de France :

Bovins	63 millions de shillings
Céréale	55 — —
Cultures industrielles	4 — —
Fruits	5 — —
Vins	7 — —
Chevaux	3 — —

La presse hongroise s'est montrée dans son ensemble défavorable au projet, tout en faisant remarquer pourtant que si l'union douanière austro-allemande entrerait en vigueur, il serait impossible à la Hongrie de s'y tenir à l'écart. Elle pourrait rejoindre la nouvelle unité économique soit par une union étroite, soit par l'accord réciproque de droits préférentiels. On fait remarquer que dans ce cas les industries hongroises qui, comme l'industrie textile, n'ont pu se développer qu'à l'abri des barrières douanières, seraient menacées. Par contre, l'agriculture et les industries agricoles, comme brasserie, minoterie, industrie de l'alcool, des conserves, etc..., bénéficieraient d'un nouveau régime.

En général, donc la Hongrie reprendrait sa physiologie industrielle d'avant-guerre, moins quelques importants débouchés, ce qui ne représenterait pas un progrès appréciable.

2° *La Tchécoslovaquie* qui a exporté en Autriche:

Céréales	28 millions de shillings
Cultures industrielles	17 — —

On a vu (page 45) que la Tchécoslovaquie vient au second rang des pays exportateurs européens pour le sucre après l'Allemagne. Il est évident que si l'union austro-allemande se réalise, elle perdrait le marché sucrier autrichien. D'ailleurs, en général, la Tchécoslovaquie perdrait de fait un tiers du total de son exportation, étant donné que l'Allemagne absorbe 17 % de ses produits et l'Autriche 14 %. M. Benès, dans un discours prononcé le lendemain de la publication du projet d'union austro-allemand, citant les chiffres donnés plus haut a fait, en effet, remarquer que les produits tchécoslovaques entreraient en concurrence en Autriche avec les produits similaires allemands et en Allemagne avec les produits similaires autrichiens, et que cette concurrence serait néfaste au premier, les produits allemands et autrichiens ne payant, du fait de l'union douanière, aucun droit ou bien des droits réduits, sur les deux marchés.

3° *La Yougoslavie* dont le montant des exportations en Autriche pour l'année 1930 est :

Céréales	38 millions de shillings
Fruits	7 — —
Cultures industrielles	342.000 shillings

4° *La Roumanie* qui a exporté pour 38 millions de shillings de bovins.

Les représentants politiques de la Petite Entente, ainsi que les dirigeants de la politique commerciale des pays faisant partie, se sont prononcés formellement contre le projet d'union douanière austro-allemande.

5° *La Pologne* qui a exporté vers l'Autriche pour 12 millions de shillings.

Il est à remarquer que le commerce allemand n'est pas intéressé sérieusement à lutter sur le marché autrichien avec le commerce polonais, le principal de ses exportations portant sur d'autres objets que ceux de l'exportation polonaise. Il ne faut pourtant pas négliger des articles d'importance secondaire, pour lesquels la concurrence serait réelle.

6° *L'Italie* dont les exportations vers l'Autriche, pouvant être intéressées par le relèvement des tarifs, sont :

Fruits	29 millions de schillings
Vins	6,5 — — —

Il ressort clairement de cet examen rapide que tous ces pays s'opposeront de toutes leurs forces à tout acte susceptible de léser leurs intérêts. Or, l'union douanière projetée étant un acte de cette nature, on comprend aisément l'attitude défavorable et même franchement hostile des Etats sus-cités. Les mesures de rétorsions envisagées n'auraient fait qu'envenimer les rapports et ajouter à la confusion déjà existente.

Essayons maintenant d'examiner le rôle de l'Allemagne dans cette union. Au premier abord, elle paraît devoir être la seule bénéficiaire de cette combinaison, son industrie obtenant tout le marché autrichien et même surplantant l'industrie autrichienne dans ses autres débouchés. Quant à l'agriculture allemande, elle ne paraît pas avoir, sauf quelques timides protestations, formulé un avis bien net sur l'intérêt que pourrait présenter pour elle la mise en application du projet.

Pourtant, même pour l'industrie allemande, cet in-

térêt apparaît plutôt illusoire. En effet, pendant l'année 1930 l'Autriche venait au douzième rang des clients de l'Allemagne y important pour environ 360 millions de reichsmarks (1).

On sait que parmi les exportations allemandes la place la plus importante est tenue par les produits finis. (Voir plus haut page 22) « Quatre catégories de produits finis sont essentiels pour les exportations de l'Allemagne à l'étranger: *articles de fer* 1.734.000.000 reichsmarks; *machines*, y compris les machines électriques, 1.736.700.000 reichsmarks; *textiles* 1.475.000.000 reichsmarks; *produits chimiques* 866.800.000 reichsmarks.

Or, qu'achète l'Autriche à l'Allemagne? Pour 30.500.000 r.m. d'articles de fer, 47.600.000 r.m. de textiles, 20.900.000 r. m. de produits chimiques » (2).

Il nous faut convenir avec l'auteur de l'article sus-cité que le marché autrichien ne représente pas un débouché des plus importants pour l'industrie allemande.

Si nous renversons la question et si nous examinons les exportations autrichiennes en Allemagne, nous nous apercevons que l'Autriche ne vient qu'au vingtième rang parmi les fournisseurs de ce pays. Elle y exporte, notamment du bois, des tissus, des fils, des fruits frais, des peaux brutes et des produits de laiterie, mais tout cela en quantité négligeables si on considère les nécessités du Reich.

Considérons maintenant le problème sous un autre aspect. Les importations autrichiennes de provenance allemande représentent environ 3,4 % de l'exportation totale de l'Allemagne. Il faudrait donc faire accepter

(1) A. Robinet de Cléry. — Le projet d'union douanière austro-allemande et la situation économique. « Revue d'Allemagne », n° 43, 1931, page 389.

(2) Op. cit., page 397.

aux autres Etats, où elle écoule le reste de 96,6 % de ses marchandises, le tarif préférentiel qu'elle veut accorder à l'Autriche.

La position du problème ne change pas beaucoup si l'Allemagne, pour alléger la situation du consommateur autrichien et pour se ménager des clients, accorde des tarifs préférentiels aux pays agricoles danubiens. Ceux-ci représentent ensemble 3,4 % de l'exportation allemande réparti de la manière suivante (1) :

Hongrie	1,1
Roumanie	1,2
Yougoslavie	1,1

En revanche, les pays agricoles d'outre-atlantique ont absorbé 11,4 %, à savoir :

Etats-Unis d'Amérique	7,4
Canada	0,6
Argentine	2,8
Australie	0,6

De ces chiffres il ressort clairement que l'Allemagne ne pourra jamais accorder un régime préférentiel pour les produits agricoles danubiens régime qui, outre le mécontentement de l'agriculture autochtone, lèserait les intérêts des clients importants et irremplaçables comme l'U.S.A. et l'Argentine.

(1) Chiffres pour 1929. Voir le Mémorandum sur le commerce international et sur les balances de paiement 1927-29 publié par la section économique et financière de la Société des Nations, Genève 1931. Vol. III.

Le problème est donc de beaucoup plus compliqué qu'il ne paraissait à première vue. Nous pouvons le résumer de la façon suivante :

L'union douanière austro-allemande, *dans la forme projetée*, entraînerait de graves difficultés internationales tout en étant peu favorable aux intérêts des deux pays et surtout à ceux de l'Autriche. Cette dernière subirait une violente modification de toute son économie ainsi que l'adoption d'une politique douanière le plus souvent en contradiction avec ses intérêts industriels.

Quant à l'Allemagne, elle se trouverait en présence d'un dilemme angoissant : ou abandonner la protection de son agriculture, ainsi que ses fournisseurs d'outre-mer, et perdre ainsi des clients importants, ou entrer en conflit avec ceux-là mêmes qu'elle espérait englober dans une « Mittel europa » économique, perdant pour toujours, peut-être, le rôle de premier plan qu'elle voulait tenir en Europe Centrale.

Si les Gouvernements Allemand et Autrichien, devant l'opposition soulevée par le projet d'union douanière entre les deux pays, renoncèrent à lui, d'autres facteurs responsables, se rendant compte de la situation excessivement grave des Etats de l'Europe Centrale et Orientale, se hâtèrent de mettre sur pied des contre-projets qui ne seraient pas de nature à soulever une telle opposition. Parmi ces solutions les plus remarquables et les plus dignes d'intérêt sont celles présentées par le gouvernement français dans un mémorandum soumis au Conseil de la Société des Nations. En réalité, le gouvernement français présenta deux textes : le premier texte, dit « critique », qui examine et s'oppose au projet d'accord douanier austro-allemand en se plaçant au point de vue juridique. Nous en avons d'ailleurs donné plus haut quelques extraits. Le second, dit « cons-

tructif », suggère, au contraire, les solutions qui ont paru au gouvernement français les plus propres à apporter une issue rapide au problème de l'Europe Centrale.

Ce mémorandum constructif, brillamment exposé par M. François Poncet, comprend quatre parties. La première s'occupe du problème agricole, la seconde du problème industriel, la troisième de la situation spéciale de l'Autriche et la quatrième des problèmes de crédit. Les trois premières parties présentent pour les questions qui nous occupent un intérêt indéniable.

I. — *Le problème agricole.* — Après avoir rappelé les suggestions des deux conférences de Paris et de la Conférence Internationale de Rome, ainsi que les travaux pour la création d'un Institut hypothécaire agricole, le mémorandum s'attaque à la question du régime préférentiel.

Il se déclare favorable à l'institution d'un tel régime pour les blés du Sud-Est européen. Les raisons qui lui font adopté une telle attitude sont les suivantes :

Le système préférentiel ayant un caractère exceptionnel variable et temporaire, justifié par les circonstances anormales et destiné à disparaître en même temps que celles-ci, n'est pas contraire à la clause de la nation la plus favorisée. Il ne doit d'ailleurs être appliqué qu'à des contingents déterminés et comme tel n'est pas de nature à inquiéter les pays exportateurs de céréales d'outre-mer. Le mémorandum fait, en effet, remarquer que l'excédent des pays danubiens ne constitue que 4,3 % de l'excédent total annuel. En outre, comme les blés de l'Europe Centrale et Orientale diffèrent au point de vue de la qualité et ne sont pas destinés aux mêmes acheteurs que les blés des pays d'outre-mer, ceux-ci n'ont à craindre aucune concurrence réelle. Il ne s'agit pas d'ouvrir de nouveaux débouchés aux premiers, mais d'obtenir sur les marchés qui entrent

habituellement dans leur zone d'influence, un prix suffisamment rémunérateur. Le système proposé par le gouvernement français n'impose pas l'introduction d'une discrimination dans les tarifs douaniers des Etats importateurs; seulement une partie des droits d'entrée sera retournée aux producteurs des pays danubiens. De cette façon les prix intérieurs des pays importateurs ne subiront aucune modification, la protection accordée à l'agriculture autochtone ne sera pas diminuée et les formalités de douane ne seront pas compliquées.

On ne peut considérer cette ristourne comme une perte subie par les Etats importateurs, perte qu'ils seraient obligés de combler aux frais de leurs contribuables, mais plutôt, suivant l'expression très juste du memorandum, comme un manque à gagner. Considéré au point de vue strictement financier ce manque à gagner est peu élevé et ne peut influencer en rien l'établissement de l'équilibre budgétaire.

Pratiquement, voilà le système du gouvernement français :

1° Les pays de l'Europe centrale et orientale constituent un bureau unique de vente en commun de leurs blés ;

2° Une commission, dans laquelle siègent les représentants des pays acheteurs et des pays vendeurs, fixe périodiquement les contingents appelés à bénéficier d'une préférence douanière;

3° La même commission, composée seulement des représentants des pays acheteurs, répartit ces contingents et fixe le montant de la préférence ;

4° La préférence fait l'objet d'une ristourne versée au bureau central des pays vendeurs;

5° Le bureau central répartit ces sommes entre les différents organismes nationaux, qui, à leur tour, les feront parvenir aux agriculteurs. Contingent et préféré-

rence peuvent d'ailleurs être soumis à révision, s'il en est besoin.

Après avoir constaté que ce système ne paraît devoir se heurter à aucun obstacle insurmontable ; le mémorandum examine la question de la contre partie que les pays acheteurs pourraient être amenés à demander à leur tour. Le gouvernement français, tout en évitant de se prononcer formellement si cette contre partie doit être accordée seulement aux pays acheteurs des blés danubiens ou étendue à tous ceux qui bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée, croit que cette préférence doit être accordée ou refusée à tout le monde. Cette attitude lui est dictée par le désir de garder intact le principe de la clause de la nation la plus favorisée.

II. *Le problème industriel.* — Après avoir constaté les échecs successifs de la Société des Nations dans ses tentatives d'abaisser ou de stabiliser les tarifs douaniers, le mémorandum du gouvernement français explique ces échecs par le fait que ces tarifs douaniers sont non pas la cause, mais un des effets de la crise actuelle.

Quant aux causes il croit les trouver dans « la rupture d'équilibre entre la production des matières premières et la production des objets fabriqués, rupture due elle-même à des progrès techniques trop rapides et au rythme trop accéléré de la rationalisation au cours de ces dernières années ; c'est le manque d'harmonie entre les principaux foyers et éléments de la production, chacun se développant pour soi-même, sans considérer les autres ; c'est enfin, la répartition défectueuse des débouchés, par un appareil mal agencé de distribution des biens ».

Si on accepte ce point de vue, qui peut d'ailleurs être contesté, la solution se trouve dans une correc-

tion apporté au mécanisme de la production et de la distribution. Or, cette correction ne peut être obtenue que par la consolidation et la généralisation des ententes entre les producteurs. En dehors des multiples avantages que présentent ces ententes, elles sont susceptibles d'exercer une influence incontestable sur les tarifs douaniers. Il est, en effet, démontré qu'un cartel puissant et bien organisé règle par sa constitution la question des prix ainsi que celle des contingents. Il réserve aux producteurs de chaque pays adhérent le marché national de ce pays et si la production autochtone est insuffisante à satisfaire les besoins de ce marché, le cartel fixe le montant ainsi que le prix du contingent étranger. Or, si les droits de douane sont explicables par la nécessité d'une protection accordée à l'industrie nationale, dans l'hypothèse des ententes internationales, rien ne justifie le maintien de ces droits pour les produits et les quantités contingentés, car la protection de l'industrie autochtone est déjà assurée. Si le tarif douanier ne peut être supprimé, car on doit pouvoir se défendre contre le dumping, par contre, on peut envisager l'abaissement progressif des taxes douanières. Le mémorandum indique aussi un autre système qui aboutirait pratiquement à la suppression de ces taxes. Il conseille pour cela le remboursement des droits de douane pour toutes les marchandises qui seraient accompagnées d'un certificat d'origine, délivré par la gérance dûment accréditée, des cartels. Il est évident que seulement les produits des ententes internationales jouiraient de cet avantage et seulement dans la limite des contingents fixés. Ce système présente en outre l'avantage d'annihiler les effets nocifs des moyens artificiels de protection, comme les primes directes ou indirectes à l'exportation. Le gouvernement français ne méconnaît pas les objections qu'on peut élever contre un tel système. Sans nier leur portée, il fait remarquer la

similitude qui existe si « on va au fond des choses » entre la méthode qu'il propose et celle que les gouvernements allemand et autrichien doivent employer pour mettre en vigueur le projet d'union douanière. Dans les deux cas il s'agit d'organiser et de régler la production et la vente d'un article ou d'une matière.

Malgré la lenteur que nécessite la conclusion d'une entente internationale entre producteurs, ce système est quand même plus rapide que la mise en pratique d'une union douanière, car les gouvernements intéressés sont obligés de réviser article par article et paragraphe par paragraphe, toute la convention commerciale qui règle pour l'instant la vie économique entre les deux pays.

Le gouvernement français croit que son système, qui ne tient pas compte des frontières, qui n'aboutit pas à la création d'unités économiques destinées à rivaliser entre elles, qui en outre s'appuie et se développe dans le cadre de la Société des Nations, est préférable à celui de l'union douanière austro-allemande.

Il propose donc la réunion d'une conférence ou la création d'un comité d'experts, chargé de déterminer les ententes industrielles qui sont les plus susceptibles d'être créées, fortifiées ou étendues. En outre, on devrait étudier les mesures douanières de nature à compléter ces ententes.

Sur la base du plan ainsi établi, les professionnels seraient appelés à réaliser ces ententes.

III. — *La situation spéciale de l'Autriche.* Le mémorandum reconnaissant la situation exceptionnelle de l'Autriche, propose aux principaux clients de celle-ci de se réunir sous les auspices de la Société des Nations pour examiner en commun les solutions capables d'améliorer la balance commerciale de l'Autriche par l'élargissement des débouchés. Cette situation étant provisoire les mesures spéciales accordées devront avoir le même

caractère. Comme telles elles ne doivent constituer qu'une dérogation, strictement limitée dans le temps et dans son objet, à la clause de la nation la plus favorisée. Enfin, comme l'Autriche est appelée à fournir, du fait de l'application du régime préférentiel agricole, un effort fiscal, relativement plus important que les autres Etats, le gouvernement français propose de lui accorder des avantages correspondants.

Nous voyons donc que si le projet d'accord douanier austro-allemand a pu inquiéter pendant quelque temps l'opinion publique de l'Europe, il a eu le grand mérite, en montrant la situation précaire de l'Autriche, de hâter l'éclosion de solutions nouvelles. Le mémorandum constructif du gouvernement français n'est pas seulement un contre-projet, issu du désir de contre-balancer l'influence allemande en Europe Centrale, mais c'est une œuvre cohérente et utile qui substitue à la solution incomplète de l'Anschluss économique, un vaste plan d'ensemble.

CONCLUSION

L'Europe Centrale présente en ce moment un curieux cas d'anachronisme. La multiplication des frontières et des barrières douanières en a fait la partie la plus jeune du continent au point de vue politique et la plus désuète au point de vue économique.

Les Etats, méconnaissant les nécessités géographiques, climatologiques, historiques, économiques et sociales, se sont entêtés à défendre la création ou le développement de certaines industries indigènes, artificiellement maintenues en vie grâce aux tarifs douaniers élevés.

La mévente des produits agricoles, mévente due au régime protectionniste, autant qu'à la concurrence des pays d'outre-mer, ainsi qu'au dumping soviétique, a provoqué une baisse du pouvoir d'achat des pays européens exportateurs de ces produits, et par cela même un appauvrissement général.

Enfin, la crise mondiale a eu comme effet l'amplification de la mauvaise situation examinée plus haut. Elle a donné lieu à d'innombrables controverses, quant à son origine, les uns (M. Keynes) y voyant la conséquence d'un excès de thésaurisation, d'autres (le Professeur Cassel) la considérant comme une crise essentiellement monétaire et préconisant comme seul remède, les prix actuels étant trop bas d'après eux, d'augmenter suffisamment le volume des moyens de paiement pour forcer les prix à monter de nouveau. M. Charles Rist (1)

(1) Voir Annuaire pour 1930 publié par la « Revue d'Economie Politique ». Editions Recueil Sirey.

conteste ces affirmations et ne voyant aucune différence entre cette crise et les précédentes, conseille au contraire, comme seule méthode efficace, l'abaissement du prix des produits consommables.

Pour nous, sans nous attacher à examiner les origines de la crise, ce qui dépasserait le cadre de cet ouvrage, nous pouvons constater que le morcellement et l'existence des barrières douanières élevées dans l'Europe Centrale ont puissamment aidé cette crise mondiale actuelle. Ce sont ces obstacles qui ont empêché les prix de s'établir normalement et de jouer donc, leur rôle de régulateurs.

La Société des Nations, comprenant que la paix économique est strictement liée à la question de la paix politique et la domine même, a entrepris par différentes conférences et recommandations une œuvre d'ensemble ayant pour but l'unification de la nomenclature douanière et en dernier lieu l'abolition de ces murailles de Chine que constituent les tarifs élevés. Pourtant, fatalement, ces méthodes sont malheureusement trop lentes.

La situation empirant, différents Etats ont essayé de trouver des solutions rapides par des ententes bi-latérales et même multilatérales.

Les Conférences de Bucarest, Sinaïa et Varsovie, ainsi que le projet d'accord douanier austro-allemand n'ont pas d'autres explications, mais les solutions ainsi obtenues ont un grand défaut : elles sont partielles. On ne s'est jamais mieux rendu compte qu'en ce moment de l'interdépendance qui existe entre une économie nationale, et l'ensemble des économies mondiales.

Les solutions partielles sont intéressantes par les suggestions qu'elles peuvent nous proposer, par les voies qu'elles peuvent ouvrir, mai elles n'atteindront jamais leur but, que rattachées à un plan d'ensemble, dont la nécessité se fait sentir de plus en plus. Les deux

Conférences de Paris, la Conférence internationale de Rome, la Conférence de Londres ainsi que le mémorandum constructif du gouvernement français se sont appliqués à la recherche de telles solutions. Le plan Hoover n'a eu comme effet que de retarder quelque temps le désastre. Après la crise autrichienne, après la crise allemande, l'Angleterre, le pays le plu fidèle jusqu'à présent aux traditions du libre-échange abandonne cette voie, et s'engage sur celle de la protection.

Les conférences entre les dirigeants des différents pays se multiplient. Le monde, conscient enfin de la gravité de la situation, essaye de réagir. Nous devons saluer l'institution de la Commission économique franco-allemande comme un premier pas sur la voie des réalités. Les temps ne sont plus aux vaines parlotes ; il faut agir et surtout agir rapidement. Les événements se précipitent et menacent de nous dépasser.

Pour les Etats de l'Europe Centrale, le nœud de toutes les questions, la source d'une bonne part de leurs malheurs, se trouvent dans le problème douanier. Les chiffres que nous avons présentés au cours de cet ouvrage sont assez éloquents pour se passer de tout commentaire.

Souhaitons que les gouvernements intéressés se mettent au plus vite d'accord pour lui trouver une solution radicale.

Le Président de la Thèse

E. ALLIX.

Le Doyen de la Faculté,

H. BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer,

le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- ALLIX (Edgard). — *Cours de science financière*, 1928-1929.
Les Cours de Droit, Paris 1929
- AULNEAU (J.). — *Histoire de l'Europe Centrale depuis l'origine jusqu'à nos jours*.
Payot, Paris 1926
- AVERBACH (Bertrand). — *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne*.
Berger-Levrault, Paris 1927
- CALOMFIRESCO (R.). — *L'organisation et l'œuvre économique de la Société des Nations*.
Thèse, Paris 1929.
- CODRESCO (Florin). — *La Petite Entente*.
Thèse, Paris 1930.
- CSIKAY (Paul de). — *L'Europe Centrale économique et sociale*.
F. Alcan, Paris 1931.
- DELAISI (Francis). — *Les Deux Europes*.
Payot, Paris 1929
- EISENMANN (L.), BOURGEOIS (E.), etc... — *Les problèmes de l'Europe Centrale*.
F. Alcan, Paris 1923.
- GIGNOUX (C.-J.-J.). — *L'après-guerre et la politique commerciale*.
Collin, Paris 1924.

- HALASZ (Albert). — *La possibilité de constituer un plus vaste territoire douanier en Europe Centrale.*
Giard, Paris 1931.
- ITO (N.). — *La clause de la nation la plus favorisée.*
Les Editions internationales, Paris 1930.
- KEYNES (J.-M.). — *Les conséquences économiques de la paix.*
N. B. F., Paris 1920.
- KLEINWAECHTER und PALLER. — *Die Anschlussfrage.*
Braumuller, Wien 1930
- LEMONON (E.). — *La Nouvelle Europe Centrale et son bilan économique, 1919-1930.*
F. Alcan, Paris 1931.
- MANOILESCO (Michel). — *Théorie du protectionnisme et de l'échange international.*
Giard, Paris 1929.
- MORISSON-BELL (Sir Clive). — *Tariff walls. A European crusade.*
John Murray, London 1930.
- NAUMANN (Friedrich). — *L'Europe Centrale.*
Payot, Paris.
- RIEDL (R.). — *La clause de la nation la plus favorisée.*
Vienne 1928
- SAVARY (H.-R.). — *Le rétablissement économique et financier de la Tchécoslovaquie.*
Bruxelles 1925.
- SERRUYS (D.). — *Traités de commerce, systèmes tarifaires et méthodes contractuelles.*
Genève 1926
- TAUSSIG (F.-W.). — *Libre échange, tarif douanier et réciprocité.*
Picard, Paris 1929

WOLF (Julius). — *Zur Frage eines deutsch-oestereichisch-ungarischen Zollverbands.*

Reichert, Leipzig 1915.

Revue

ANSIAUX (Maurice). — *Le niveau des tarifs et la politique commerciale.*

Revue Economique Internationale, 1927.

BENES (Edouard). — *The little Entente.*

Forreing Affairs, 1922-1923.

DELAISI (Francis). — *Après les conférences agraires de l'Europe Centrale.*

Revue d'Economie Politique, Année 1930.

HANTOS (Elemer). — *Die geopolitischen Grundlagen eines wirtschaftlichen Zusammenschlusses in Mittel-Europa.*

Zeitschrift fur Geopolitik, Berlin 1928.
Heft 11-12.

L'organisation économique de l'Europe Centrale.

L'Esprit International, 1930.

La solution du problème agraire en Europe Centrale.

L'Esprit International, 1931.

La politique commerciale en Europe Centrale après la guerre.

Revue Economique Internationale, 1930.

HEADLAM-MORLEY (J.). — *L'Autriche et la question de l'Anschluss.*

L'Esprit International, 1929.

HOFFHER (R.). — *Les prohibitions douanières à l'importation et à l'exportation.*

Revue des Etudes Coopératives, 1928.

HOTOWETZ (R.). — *L'évolution de la politique économique et*

en particulier de la politique douanière et économique de la République tchécoslovaque.

La Revue des Valeurs Etrangères, n° 255, 1926

JIRI (Hejda). — *Le principe de libre-échange et l'Europe Centrale.*

L'Europe Centrale, 22 octobre 1927

LAUFENBURGER (Henry). — *La vie économique en Allemagne.*

Revue d'Economie Politique, 1930

MADGEARU (Virgile). — *Trois conférences agricoles.*

L'Europe Nouvelle, n° 657, 1930.

ROBINET de CLERY (A.). — *Le projet d'union douanière austro-allemande et la situation économique.*

Revue d'Allemagne, n° 43, 1931

TRUCHY (H.). — *La reconstruction économique de l'Europe.*

Revue Politique et Parlementaire, mai 1926.

TIBAL (A.). — *La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale.*

Publication de la Conciliation Internationale.

Bulletins N°s 2, 3, 4, 5, 1931

VANDERVELDE (E.). — *La conférence économique de Genève et le protectionnisme européen.*

Revue Economique Internationale, 1927.

AGRICULTEURS DE FRANCE. — N° du 25 juillet 1931.

Le projet d'union douanière austro-allemande.

BULLETIN QUOTIDIEN.

N° du 3 juin 1924.

La révision du tarif douanier hongrois.

N° du 2 juillet 1927.

Les principaux Etats devant les problèmes de la Conférence économique.

N° du 17 janvier 1929.

Les relations économiques de l'Autriche avec les voisins.

N° du 1^{er} mai 1929.

Le commerce extérieur de l'Autriche en 1928.

Supplément N° 688.

L'Europe Centrale territoire douanier unifié.

Supplément N° 869.

La Pologne en face du pacte d'union douanière austro-allemande.

Supplément N° 872.

La politique du blé et la question de l'Anschluss austro-allemand.

Supplément N° 874.

*Roumanie. — Convention de commerce avec l'Allemagne.
Note sur l'application des tarifs douaniers-or en Tchécoslovaquie.*

CORRESPONDANCE ECONOMIQUE ROUMAINE. — *Bulletin
officiel du Ministère de l'Industrie et du Commerce.*

Exposé des motifs de la loi du tarif douanier.

N° 4-5, 1929.

L'ESPRIT INTERNATIONAL. — N° du 1^{er} octobre 1931.

Les relations germano-roumaines.

L'EUROPE NOUVELLE. — N° 663, du 25 octobre 1930.

Les régimes douaniers de l'Europe.

L'EUROPE NOUVELLE. — N° 687, du 11 avril 1931.

L'aspect économique d'une union douanière germano-autrichienne.

N° 687, du 11 avril 1931.

Renseignements économiques : (A). *Les répercussions de
l'union douanière austro-allemande en Europe Cen-
trale.*

N° 691, du 9 mai 1931.

*L'Autriche profiterait-elle d'une union douanière avec
l'Allemagne.*

Publications Périodiques

*Monatliche Nach weise uber den auswärtigen Handel Deutsch-
lands.*
Wirtschaft und Statistik.

Publication de la Société des Nations

Section économique et financière

BRUNET (J.). — *La stabilité des tarifs douaniers.*
Genève, 1927.

CASSEL (Gustave). — *Les tendances monopolisatrices dans
l'industrie et le commerce au cours de ces dernières an-
nées.*
Genève, 1927.

COMITE ECONOMIQUE. — *La crise agricole,*
Genève, 1931. Vol. I.

SECTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE. — *Mémoire sur le commerce international et sur les balances de paie-
ment, 1927-1929.*
Genève 1931. Vol. III.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction	7
Première partie	13
Allemagne	14
Autriche	25
Hongrie	31
Pologne	35
Roumanie	39
Tchécoslovaquie	47
Yougoslavie	53
Deuxième partie	57
Chapitre premier	59
Chapitre deuxième	81
Chapitre troisième	107
Conclusion	135
Bibliographie	139

